

Yaoum El Ilm :
Le président de la République réexprime son estime aux enseignants et éducateurs



P.02

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3497 Dimanche 16 Avril 2023 - Prix: 20 DA - www.seybouseimes.dz

Nous informons nos fidèles lecteurs et lectrices de l'ouverture d'un site web.

Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz

MONTAGE CAMIONS EN ALGÉRIE :

Vers la relance de l'usine de camions de marques Volvo suédoise et Renault Trucks

P.05



CONSEIL DE LA NATION



Adoption de la loi organique relative à l'information et aux médias

P.03

ANNABA



ALGERIE POSTE : Malgré la disponibilité de liquidités, forte pression sur les guichets

P.06



Sûreté de wilaya d'Annaba :
La police traque les usagers des motos et les oblige à porter le casque

P.06

“YAOUM EL ILM”:**Le président de la République réexprime son estime aux enseignants et éducateurs**

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a réexprimé, samedi, à la veille de la célébration de la Journée du Savoir “Yaoum El Ilm, son estime aux enseignants et éducateurs, recommandant “d’être à leur écoute car ils ont pour devoir d’inculquer à la jeunesse l’esprit de citoyenneté et de patriotisme”.

Dans un message à l’occasion de la célébration de la Journée du Savoir, correspondant au 16 avril, le président de la République a écrit: “Je ne cesse de réexprimer mon

estime au message des enseignants et éducateurs et je recommande d’être à leur écoute car ils ont pour devoir d’inculquer à la jeunesse l’esprit de citoyenneté et de patriotisme”.

Le président Tebboune a réitéré dans ce sillage, “l’attachement à réunir toutes les conditions de réussite aux millions d’élèves des trois cycles de l’enseignement (plus de 11 millions), aux étudiantes et étudiants (1.700.000 étudiants) et aux apprenants des centres de l’enseignement et de la formation professionnels (plus de 500.000)”, et ce afin de réussir

à relever “le défi avec ce nombre croissant de nos enfants pour opérer le changement avec cette génération prometteuse ouverte sur le monde, vers l’avenir espéré”.

Citant les différentes mesures prises, il a dit “Nous nous sommes attelés, en ce sens, à appuyer la scolarisation, par les bourses, la restauration, le transport et la santé scolaire”.

Concernant l’enseignement supérieur et la recherche scientifique, le président de la République a rappelé l’augmentation “des affectations financières allouées” à ce secteur,

insistant sur l’impératif d’élaborer un cadre législatif ambitieux et stimulant pour la recherche scientifique, l’innovation et la création de startup, outre la création d’universités, d’écoles supérieures et de pôles d’excellence des sciences exactes et de technologie”.

En conclusion, le président Tebboune a salué de nouveau les efforts des enseignants, des professeurs et des éducateurs, tout en adressant, par là même, ses salutations et l’expression de sa haute considération “aux Cheikhs et Imams des zaouïas à



travers l’ensemble du territoire national qui suivent la voie de leurs valeureux prédécesseurs, en prônant notre référent national religieux modéré”.

RÉSOLUTION DE LA CRISE MALIENNE:**L’ONU salue le rôle central de l’Algérie et les efforts louables du président de la République**

Les membres du Conseil de sécurité de l’ONU ont, à l’occasion de la réunion tenue mercredi dernier à New York, salué à l’unanimité le rôle de l’Algérie, en sa qualité de cheffe de file de la médiation internationale, pour son engagement continu aux côtés des Maliens sur la voie du retour de la stabilité au Mali, notamment à travers les différentes consultations tenues à Alger et Bamako.

Les membres du Conseil ont,



également, rendu hommage aux efforts inlassables de la médiation internationale visant à préserver intact l’engagement des parties signataires de l’Accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d’Alger, dans le cadre du Comité de suivi de l’Accord

d’Alger (CSA), sous la présidence de l’Algérie, et à rapprocher les points de vue à l’effet d’une mise en œuvre intégrale de l’accord.

Dans ce contexte, les membres du Conseil ont appelé les parties maliennes à la nécessité d’une mise en œuvre “diligente et intégrale” de l’Accord d’Alger, qui demeure la pierre angulaire pour une paix et une stabilité durables au Mali et dont la mise en œuvre est aujourd’hui plus importante que jamais notamment

dans le contexte de la transition.

Pour sa part, le Secrétaire général de l’ONU, Antonio Guterres, a félicité dans son rapport, présenté au Conseil de sécurité à l’occasion de cette réunion, l’implication personnelle du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a “successivement reçu à Alger une délégation malienne de niveau ministériel et des représentants des mouvements signataires de l’Accord de paix”.

Prenant part aux travaux de cette réunion, le Représentant permanent du Mali s’est joint aux membres du Conseil de sécurité pour “adresser les remerciements des autorités maliennes à la médiation internationale, particulièrement à son chef de file, la République sœur d’Algérie”, en réitérant la disponibilité de son pays à travailler avec la médiation internationale pour restaurer la paix et la stabilité au Mali.

Chanegriha reçu en audience par le ministre brésilien de la Défense

Le Général d’Armée, Saïd Chanegriha, Chef d’Etat-Major de l’Armée nationale populaire (ANP) a été reçu en audience par le ministre de la Défense de la République fédérative du Brésil, José Múcio Monteiro, auquel il a remis une “lettre manuscrite” du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, adressée à son homologue brésilien Lula da Silva, indique jeudi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

“Au troisième jour de sa visite au Brésil où il prend part à l’exposition de la Défense et de la Sécurité (LAAD-2023), Monsieur le Général d’Armée, Saïd Chanegriha, Chef d’Etat-Major de l’Armée nationale populaire a été reçu en audience par le ministre de la Défense de la République fédérative du Brésil Monsieur José Múcio Monteiro”, souligne le communiqué.

Selon la même source, “lors de cette audience, Monsieur le Chef d’Etat-Major de l’Armée nationale



populaire a remis une lettre manuscrite de Monsieur le Président de la République Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, adressée à son homologue

Monsieur Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil lui faisant part et à l’ensemble du peuple brésilien de ses salutations personnelles”.

“A cette occasion, Monsieur le Chef d’Etat-Major de l’Armée nationale populaire a affirmé que Monsieur le Président de la République accorde une attention particulière à la dynamique visant à promouvoir les relations algéro-brésiliennes dans tous les secteurs, notamment dans le domaine de la

coopération militaire, assurant que sa présence à l’exposition (LAAD-2023), témoigne de l’attachement du Haut Commandement de l’Armée nationale populaire à développer sa coopération militaire avec un pays membre du BRICS, tel que le Brésil, et ce, dans le cadre d’un échange franc et pragmatique dans la perspective d’instaurer une coopération militaire algéro-brésilienne prometteuse et fructueuse pour les deux pays”, conclut le communiqué.

Fayçal Al-Meqdad à Alger pour transmettre au président de la République un message de son homologue syrien

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l’étranger, Ahmed Attaf a reçu, samedi à Alger, son homologue syrien, Fayçal al-Meqdad, qui effectue une visite en Algérie en

sa qualité d’Envoyé spécial du président de la République arabe syrienne, M. Bachar al-Assad, en vue de transmettre un message à son frère le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué du ministère.

Dans une déclaration à la presse après avoir été reçu par M. Attaf à l’aéroport international Houari Boumediene, le ministre syrien des Affaires étrangères et des Expatriés a souligné que “l’Algérie représente une symbolique particulière pour le peuple syrien et pour tous les peuples du monde”, affirmant que

les relations algéro-syriennes “se poursuivront toujours entre nos deux pays frères”.

“Cette visite en Algérie, a-t-il souligné, se veut une visite pour exprimer les sentiments sincères, du gouvernement de la République arabe syrienne représenté par le Président Bachar al-Assad, aux dirigeants algériens ainsi que la reconnaissance de la Syrie pour le soutien traditionnel de l’Algérie notamment dans le cadre des événements récents, ayant été le premier pays à dépêcher une équipe professionnelle qui a su faire face

aux effets catastrophiques du séisme”.

Il a indiqué dans ce contexte que “les concertations entre les deux parties sur les développements dans la région et dans le monde ne se sont jamais interrompues”, ajoutant: “nous avons besoin de renforcer ces relations, car nous concrétisons ainsi la vision sincère des peuples et dirigeants des deux pays pour le développement des relations dans tous les volets. Quoi que nous disions, nous ne saurons qualifier le rôle majeur de l’Algérie à différents niveaux”.

M. Al-Meqdad a également exprimé l’optimisme de son pays, en dépit de tous les défis et difficultés, soulignant que la Syrie lutte aujourd’hui contre le terrorisme qui l’a prise pour cible, comme ce fut le cas pour l’Algérie durant la décennie noire, les deux pays ayant joué hier et aujourd’hui encore des rôles essentiels pour faire face aux défis dans la région”.

“Je suis ainsi venu exprimer cette reconnaissance et notre grande volonté d’œuvrer ensemble pour notre avenir à tous”, a déclaré M. Al-Meqdad”.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : Commune El Bouni ZHUN
Promotion Immobilière Yahia Abdelaziz,
rez-de-chaussée
Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EUURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s’adresser à l’entreprise
nationale de communi-
cation d’édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustra-
tion adressés ou remis
à la rédaction ne
seront pas rendus et ne
feront l’objet d’aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Conseil de la nation : Adoption de la loi organique relative à l'information et aux médias

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, jeudi à Alger, la loi organique relative à l'information, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Les membres du Conseil de la nation ont adopté cette loi avec l'émission d'"une réserve" sur l'article 22 de ce texte car contenant une contradiction qui s'oppose aux objectifs escomptés par les dispositions de cet article, selon le rapport complémentaire de la commission de la culture, de l'information, de la jeunesse et du tourisme au Conseil de la nation. D'une part, l'article exige du journaliste qui travaille en Algérie pour le compte d'un média de droit étranger d'avoir en sa possession une accréditation et fixe un délai de 30 jours de la date du dépôt de sa demande, et d'autre part, l'article renvoie les modalités d'application de ses dispositions ou procédures à la réglementation, outre le fait que la Commission considère "insuffisant" le délai de 30 jours. Ce texte comprend plusieurs



dispositions, dont celles sur la presse écrite et électronique. Le projet de loi prévoit, à cet effet, "l'instauration du régime déclaratif qui repose sur l'application simplifiée en vue de créer des médias, au lieu du régime d'accréditation en vigueur actuellement".

Le texte de loi prévoit également la création d'une autorité de régulation de la presse écrite et électronique, à savoir "une instance publique qui jouit d'une autonomie financière et qui s'acquitte des missions de régulation de l'activité de la presse écrite et électronique".

Quant au domaine de l'audiovisuel, le texte prévoit l'amendement des statuts de l'Autorité de régulation de

l'audiovisuel (ARAV), en lui octroyant un caractère spécifique, tout en élargissant ses missions pour englober la régulation et le contrôle des services de la communication audiovisuelle via le net.

La loi a tenu compte de la garantie d'une pratique médiatique professionnelle assurant l'équilibre entre la liberté journalistique et la responsabilité professionnelle, à travers la mise en place de garanties qui consacrent le droit du journaliste à la liberté d'expression et à la recherche d'information, en sus d'assurer au journaliste la protection juridique de ses œuvres et la préservation de son droit à ne pas diffuser toute information ou article ou œuvre ayant subi des

modifications substantielles sans son consentement".

La loi "prévoit la pénalisation de toute forme de violence ou d'intimidation du journaliste dans l'exercice de ses fonctions", et fait "obligation au média de souscrire à une police d'assurance au profit de chaque journaliste dépêché dans des zones où sa vie est en danger, en lui accordant le droit de refuser le travail en l'absence de celle-ci sans que son refus ne constitue un manquement à ses devoirs professionnels".

Concernant la lutte contre les pratiques irresponsables, la loi organique propose la création d'un conseil supérieur d'éthique et de déontologie professionnelle, auquel sera confiée la responsabilité de la régulation, de l'intervention et de l'élaboration d'une charte permettant l'adoption d'une pratique journalistique responsable et la contribution à la promotion de l'autorégulation.

Le texte de loi insiste sur "l'exclusion des détenteurs de l'argent sale de tout investissement dans le domaine de la presse, en astreignant les médias à déclarer la source des financements pour la gestion des entreprises, justifier la possession

d'un capital national et interdire le financement et l'apport financier direct ou indirect provenant de parties étrangères".

Concernant les infractions commises dans le cadre de l'activité d'information, la loi prévoit des amendes allant de 100.000 DA à deux (2) millions DA en sus de la fermeture définitive des locaux, en vertu d'une décision judiciaire et la confiscation des équipements selon la gravité de l'infraction".

Elle prévoit, aussi, de "maintenir le caractère prescriptible des actions publiques et civiles relatives aux délits de presse écrite, électronique et audiovisuelle, après 6 mois de la date du délit", "incombant la responsabilité à la personne physique quant aux infractions commises dans le cadre de l'exercice de l'activité".

A rappeler que la loi comprend quatre axes à savoir, les statuts du journaliste, les conditions et modalités d'octroi de la carte de journaliste professionnel, les modalités d'accréditation du journaliste relevant d'un média de droit étranger, et la composition, organisation et fonctionnement du Haut conseil d'éthique professionnelle.

Drogue / Traite des personnes : 2 lois traduisant une volonté de lutter contre la criminalité

Les deux textes de loi relatifs à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains et à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, adoptés jeudi par les membres du Conseil de la nation, traduisaient "une ferme volonté de lutter contre les différentes formes de criminalité et de faire face aux phénomènes criminels graves menaçant la société algérienne", a affirmé le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi.

S'exprimant au terme de l'adoption des deux textes, M. Tabi a souligné que la loi relative à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains "permettra de renforcer l'arsenal juridique national avec un texte adapté aux engagements internationaux de notre pays. Elle s'ajoutera ainsi aux mécanismes internationaux y afférents adoptés par l'Algérie".

La loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes vise à "rattraper les vides et

lacunes émaillant la loi de 2014, notamment concernant l'aspect relatif à la classification nationale des drogues conformément aux traités internationaux", a soutenu le ministre.

Cette loi "tend aussi à renforcer les dispositifs de prévention et à assurer une protection spéciale aux pharmaciens et praticiens de la santé contre les menaces et actes de violence auxquels ils sont exposés dans leurs lieux de travail", a-t-il ajouté.

La loi relative à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains prévoit la mise en place d'une stratégie nationale et de plans de travail locaux, en associant la société civile à leur exécution, rappelle-t-on.

La Commission nationale de prévention contre la traite des êtres humains se verra confier la mission d'élaborer le projet de stratégie nationale et de l'adoption de mécanismes de vigilance permettant de dévoiler à l'avance les différentes formes de ce crime.

Elle est tenue également de veiller à la coordination avec tous les intervenants en matière de lutte



pour assurer soutien et protection aux victimes.

La loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes est focalisée sur la mise en place d'une stratégie nationale de prévention contre ces crimes, dont l'élaboration sera confiée à l'Office national de lutte

contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT).

Le nouveau texte de loi prévoit la révision des dispositions relatives aux mesures thérapeutiques à travers "un suivi particulier des prévenus mineurs qui observent une cure de désintoxication, à l'encontre desquels les poursuites judiciaires seront abandonnées à

certaines conditions.

Parmi les dispositions pénales sévères contenues dans le projet de loi, figure une peine de prison allant jusqu'à 30 ans si l'auteur est un agent public dont la fonction a facilité le crime. La peine sera portée à la perpétuité si tels actes sont commis par un groupe criminel organisé.

L'Algérie a de grandes capacités pour produire des drones

Le ministre de l'Economie, de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid, a affirmé jeudi à Alger que l'Algérie a de grandes capacités pour développer des modèles de drones, utilisés dans plusieurs domaines tels que l'agriculture et la lutte contre les catastrophes naturelles, ce qui lui permet de passer de la recherche à la production et à la commercialisation.

M. Oualid a indiqué à l'ouverture d'une journée d'étude sur les drones, placée sous le thème "Drones : applications et perspectives", en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, des cadres supérieurs des ministères de la Défense nationale, de la Poste et des Télécommunications, de l'Agriculture et du Développement rural, en sus de plusieurs chefs d'entreprises publiques, que l'Algérie a de "grandes capacités" pour produire des drones, ajoutant que de nombreux jeunes

innovateurs et start-up ont réussi à "concevoir des prototypes de drones".

Le ministre a souligné que ces engins "ont un avenir prometteur dans différents domaines de la vie, tels que l'agriculture, la lutte contre les catastrophes naturelles, les mines, la défense, etc.", ce qui nécessite "davantage d'efforts et un grand intérêt de la part des pouvoirs publics en vue de passer du stade de la recherche et du développement à la production et à la commercialisation".

M. Oualid a également précisé que l'objectif de cette journée d'étude est de découvrir ces compétences pour les aider à concrétiser leurs projets financièrement ou en les accompagnant pour prendre connaissance de la réglementation dans ce secteur, rappelant que nombreux textes réglementaires concernant le domaine des drones ont été publiés ces dernières années.

De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a fait savoir que son secteur entamera

dans les prochaines semaines l'élaboration d'un cahier des charges pour la création d'une école supérieure des systèmes indépendants dont relèvent les drones.

M. Bidari s'est félicité des "innovations prometteuses" développées par les étudiants et les chercheurs en la matière, affirmant que son département ministériel et le ministère de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises œuvreront à la création de "sociétés économiques mixtes entre les centres de recherche activant dans le domaine des systèmes indépendants et les centres finançant ces sociétés en vue de développer et de commercialiser ces modèles fabriqués".

L'organisation de cet événement intervient "dans le cadre de la dynamique de mutation technologique en matière d'utilisation de drones et de leurs applications sachant qu'ils couvrent plusieurs domaines dont les activités de contrôle et de détection instantanée et précise et sont à la portée des privés, des



administrations, des entreprises et des gouvernements", selon un document distribué par le ministère de l'Economie de la connaissance, des startups et des micro-entreprises à la presse.

Cette journée d'étude ayant regroupé des acteurs locaux spécialisés dans la conception de ce type de technologie, vise par ailleurs à examiner les perspectives et les projets disponibles pour les startups et les porteurs de projets outre la maîtrise de cette technologie

dans les domaines scientifique, pratique et économique.

Il s'agit également d'une occasion pour les entreprises publiques et privées ainsi que pour les opérateurs économiques d'explorer les moyens assurés par ces techniques afin de remédier à leurs problèmes et d'améliorer leurs performances. Cet événement a été marqué par la présentation d'exposés sur quelques modèles de drones développés par des étudiants et des startups algériens.

ACQUISITION DE VOITURES :

La réduction de la durée de renouvellement de la licence "Moudjahid" entraînera des charges financières supplémentaires

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droits, Laïd Rebiga, a indiqué, jeudi à Alger, que la réduction de la durée de renouvellement de la licence "Moudjahid" pour l'acquisition de voitures entraînera des charges financières supplémentaires pour le Trésor.

Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales, M. Rebiga a précisé que la réduction de cinq (5) à trois (3) ans de la durée de renouvellement de la licence "Moudjahid" pour l'acquisition de voitures par les moudjahidine et les enfants de Chouhada atteints de longues maladies ou de handicaps moteurs "entraînera des charges financières supplémentaires pour le Trésor", ce qui "pourrait être une cause de spéculation susceptible de porter préjudice à la symbolique de cet avantage". Le législateur a fixé la durée de la licence à cinq (5) ans pour plusieurs raisons, notamment l'interdiction,



par les textes réglementaires régissant l'inventaire des biens mobiliers (véhicules), de la vente des véhicules pendant les cinq (5) premières années de leur mise en service, sauf qu'en cas de réforme du véhicule, la licence est renouvelée à titre exceptionnel avant l'expiration du délai de cinq (5) ans sur présentation de pièces justificatives, a expliqué le ministre.

Concernant la restriction liée à l'impossibilité de disposer du véhicule pour usage personnel ou la vente pendant la période d'incessibilité fixée à trois (3) ans, le législateur a

autorisé le bénéficiaire, selon le ministre, à lever cette restriction avant trois (3) ans si la totalité de l'avantage fiscal octroyé est reversée, lorsque le véhicule a été cédé dans un délai ne dépassant pas deux (2) ans à compter de sa date d'acquisition ou si la moitié de l'avantage fiscal octroyé est reversée, lorsque le véhicule est cédé dans un délai supérieur à deux (2) ans et inférieur ou égal à trois (3) ans.

Dans ce sillage, il a précisé que ces mesures prises pour réglementer l'utilisation ou la vente de véhicules durant la période d'incessibilité

(sauf aux proches) visent à "protéger la catégorie bénéficiaire de ce privilège contre l'exploitation et à empêcher la propagation du trafic de véhicules, tout en veillant à ce que le privilège social ne soit pas transformé en activité commerciale".

M. Rebiga a en outre rappelé que ces licences sont accordées tous les cinq (5) ans conformément aux dispositions des lois de finances pertinentes, qui exemptent deux catégories spécifiques de droits et de taxes douanières et fiscales sur la valeur ajoutée (TVA). Il s'agit, en effet, des invalides de la Guerre de libération nationale.

A ce titre, l'exonération des droits et des taxes douanières ainsi que de la TVA est accordée aux victimes ayant un taux d'invalidité égal ou supérieur à 60%. Si le taux d'invalidité du moudjahid est inférieur à 60%, les droits et les taxes douanières ainsi que la TVA sont réduits en fonction dudit taux.

L'exonération s'applique également aux enfants de Chouhada atteints de longues

maladies et aux personnes handicapées (exonération des droits et des taxes douanières ainsi que la TVA), ajoute le ministre.

Concernant la protection du patrimoine historique et culturel de la résistance populaire, du mouvement national et de la Révolution de libération, évoquée par l'un des députés lors de la plénière, M. Rebiga a fait savoir que son secteur a recensé 5.215 sites historiques, 1.474 centres de torture, 2.750 sites commémoratifs et 1.287 cimetières de Chouhada, soulignant que la protection de ce patrimoine se manifeste à travers les textes législatifs et réglementaires en vigueur. Le ministre a indiqué par ailleurs que son secteur a mis en place un nouveau texte réglementaire visant à encadrer et à organiser les pièces muséales dans le cadre de la préservation de la Mémoire nationale, rappelant la réalisation de 43 musées du moudjahid, dont la majorité sont situés dans les chefs-lieux de wilayas.

MONTAGE CAMIONS EN ALGÉRIE : Vers la relance de l'usine de camions de marques Volvo suédoise et Renault Trucks



Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a affirmé, jeudi à Alger, que la société représentant les marques "Volvo" (Suède) et "Renault Trucks" a déposé une demande d'agrément au niveau de ses services ministériels.

Lors d'une plénière consacrée aux questions orales à l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et plusieurs membres du gouvernement, M. Aoun a précisé en réponse à une question du député Abdelouahab Yakobi (parti MSP) sur "la réouverture de l'usine de camions de marques Volvo suédoise et +Renault Trucks+ dans la région de Meftah (Blida), d'une capacité de production de 2500 camions par an, fermée depuis 2019", que "la société a déposé une demande d'agrément au niveau des services de notre ministère pour examen afin d'obtenir un agrément pour le montage des camions à Meftah dans la wilaya de Blida".

"La demande d'octroi d'agrément sera examinée conformément aux conditions stipulées par décret exécutif 22-384 fixant les conditions et les modalités

d'exercice de l'activité de concessionnaires de véhicules neufs et suivant l'ordre lors de l'inscription sur la plateforme numérique", a-t-il dit, assurant qu'il n'y a "aucune décision prise par ces services concernant la fermeture de l'usine".

A une question du député El Korichi Kamel (Indépendants) sur les délais de finalisation de l'aménagement du parc industriel de Larbatache (Boumerdès) et son raccordement à l'électricité, en sus de la possibilité de réaliser de nouvelles zones industrielles à travers les daïras de la wilaya, le ministre a rappelé que la wilaya de Boumerdès a bénéficié du projet de réalisation d'une nouvelle zone industrielle à Larbatache d'une superficie de 137 hectares et dont les travaux d'aménagement ont été confiés à l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (ANIREF), relevant que "le taux d'avancement des travaux a atteint 98 %".

Il a également indiqué que l'alimentation de la zone industrielle en électricité et en gaz avait été prise en charge par le secteur de l'Énergie par le biais de Sonelgaz, les opérations de raccordement ayant été inscrites

dans la Loi de finances pour l'exercice 2023, notant que "le parachèvement du réseau routier à l'intérieur de la zone industrielle est tributaire du parachèvement de divers autres réseaux".

M.Aoun a en outre souligné que les services du ministère s'emploieront à "réparer ce qui est réparable", annonçant "la préparation d'un dossier concernant le foncier industriel non exploité qui sera présenté en Conseil des ministres".

Quant à la création de nouvelles zones industrielles dans la wilaya, le ministre a expliqué que ça relevait de "la discrétion des autorités locales ou publiques".

A la question du député Rachid Cherchar (Mouvement El-Bina) sur la stratégie prônée par le ministère pour la réhabilitation de la zone industrielle "Tafraoui-Tamzoura", M. Aoun a affirmé que la réalisation de la zone industrielle proposée dans la commune de Tafraoui avait été approuvée après le déclassement de parcelles de terres agricoles en 2018. L'étude et la réalisation des travaux d'aménagement de cette zone, d'une superficie de 476 hectares, ont été confiées aux services de l'urbanisme sous

la supervision du wali, a-t-il fait savoir, soulignant que "les études sont en voie de finalisation".

L'opération comprend aussi des travaux de raccordement de la zone industrielle à l'électricité et au gaz, pour lesquels des marchés seront conclus avec Sonelgaz, a ajouté le ministre.

Concernant la nouvelle zone industrielle "Tamzoura", M. Aoun a indiqué que la réalisation des travaux d'aménagement de cette zone, d'une superficie de 205 hectares, avait été confiée au wali de Aïn Témouchent, soulignant que les services de la wilaya prennent en charge l'infrastructure et les différents réseaux, en coordination avec les investisseurs, outre la question des déchets industriels, en coopération avec les services de l'environnement.

A une question du député Gouri Abdelkader (Indépendants) sur « l'autorisation au secteur privé » de fabriquer et d'importer du tabac sous toutes ses formes, le ministre a rappelé que la loi actuelle sur l'investissement stipule clairement « la consolidation du principe de liberté d'investissement ».

« La fabrication du tabac sous

toutes ses formes est une activité réglementée dont l'exercice nécessite l'obtention d'agrément de fabricant de produits du tabac, délivré par le ministère des Finances, conformément à un cahier de charges régissant les activités de fabrication, d'importation et de distribution de ces produits », a-t-il ajouté. S'agissant de l'importation, M. Aoun a précisé que « seuls les fabricants de tabac sont autorisés à l'importer », a déclaré M. Aoun. En ce qui concerne l'industrie métallurgique, le premier responsable a affirmé que son « unique souci est de relancer le secteur public (...) en oeuvrant à moderniser les équipements ». Il a en outre souhaité développer cette filière « afin que l'Algérie, a-t-il dit, soit totalement indépendante en la matière ».

Répondant à une question du député du Parti du Front de libération nationale (FLN), Belkacem Benmouass, sur les mesures de relance de l'entrepôt régional de médicaments à Laghouat, le ministre a indiqué que la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) avait programmé l'ouverture des succursales dans plusieurs wilayas, dont Laghouat.

FINANCES :

Installation d'un nouveau DG du Domaine national

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a procédé samedi à l'installation de Abderrahmane Kheddi, en qualité de directeur général du Domaine national (DGDN), en remplacement de Djamel Khaznadji, a indiqué le ministère dans un communiqué.

En ouvrant cette cérémonie d'installation, qui s'est déroulée

au siège du ministère, M. Faïd "a tenu, tout d'abord, à remercier M. Khaznadji pour tous les efforts consentis et par la même occasion il a félicité le nouveau directeur général pour sa nomination, lui souhaitant plein succès dans ses nouvelles missions", selon la même source. Le ministre des Finances a rappelé, également, l'importance

de cette structure, qui joue, a-t-il précisé, "un rôle prépondérant dans la mise en œuvre des différentes politiques sectorielles, rendant, ainsi, sa numérisation un impératif incontournable dans la réussite des réformes engagées par les pouvoirs publics".

A ce titre, il a mis en exergue "la nécessité d'assurer la continuité

du processus de numérisation de l'administration du Domaine national, compte tenu de l'importance d'asseoir un dispositif rénové de gouvernance basé sur la performance et ce par l'instauration effective d'une culture de travail axée sur la gestion par les résultats", a fait savoir le ministère.

Dans le même sillage, M. Faïd

a appelé à poursuivre les efforts pour le parachèvement de la fusion fonctionnelle entre les services du cadastre et ceux de la conservation foncière, est-il souligné dans le communiqué rappelant que M. Kheddi a occupé, précédemment, plusieurs postes de responsabilité au niveau de la direction générale du Domaine national.

ANNABA

Ramadhan et l'acte de circoncision dans un environnement adéquat



Tayeb Zgaoula

Le mois de ramadan est une période traditionnellement favorable choisie par les parents d'enfants pour faire l'acte de circoncision généralement le 27^{ème} jour du mois sacré, non seulement à Annaba mais un peu partout à travers le pays pour effectuer des circoncisions collectives en charge par des associations et des organismes caritatifs. Il faut dire que cette tradition qui s'est perpétrée ces dernières années n'est pas sans danger pour les enfants surtout lorsque les conditions d'hygiène et même la stérilisation du

matériel ne sont pas respectées. En vérité, ce genre d'acte ne peut se faire que par des chirurgiens spécialistes qui tiennent compte des conditions souhaitées, réunissant toutes les conditions de sécurité pour cet acte. Parfois certaines personnes procèdent à l'acte de circoncision sans tenir compte des dispositions réglementaire de la direction de la santé et de la population de la wilaya. Parfois même certains infirmiers pratiquent ces interventions à domicile dans certaines localités qui ne disposent pas de toutes les conditions requises.

La police traque sans relâche les usagers des motos et les oblige à porter le casque



Imen.B

Les services de la Sûreté de wilaya d'Annaba ont lancé dernièrement une large campagne de sensibilisation destinée aux usagers des motos dans les milieux urbains, dans le but d'assurer la tranquillité et le confort des citoyens. En effet, plusieurs motocycles ont été saisis et déposés à la fourrière la semaine dernière, des instructions ont été données par la sûreté afin d'interdire la circulation des motos dangereuses des motocycles notamment la nuit. Les usagers de ces motos sont priés d'éviter les

vitesse excessives dans les zones urbaines, y compris les zones résidentielles, les espaces préservés pour les familles, au niveau des routes principales de la ville en particulier durant la soirée, d'éviter au maximum les déplacements aux alentours des hôpitaux.

Après cette campagne de sensibilisation, les forces de l'ordre vont mener une action "sévère" contre tous les usagers qui ne respectent les consignes élémentaires de sécurité et de nuisances sonores. Le port de casque sera ainsi exigé. En espérant que ces règles soient appliquées !

Malgré la disponibilité de liquidités, forte pression sur les guichets



Imen.B

Les bureaux de poste ont été pris d'assaut, ces derniers jours, par une foule impressionnante, dès l'ouverture des guichets. Le spectacle est identique partout à travers les bureaux de poste, notamment la grande poste, celle de la colonne et des communes périphériques telles que Sidi Amar, El Hadjar, envahies par une foule compacte, des files interminables, et quand ce n'est pas une bonne organisation, la place revient à l'anarchie et aux bousculades... c'est carrément la débandade. A l'approche de Aid El Fitr, il a été observé une forte affluence des usagers venus pour retirer leurs virements et économies, à l'effet de parer aux dépenses et autres nécessités du mois sacré de Ramadhan et cette fête. il y avait, en effet, foule au niveau des postes, une affluence des grands jours caractérisés par de longues files d'attente avec des altercations et où retirer son

argent est synonyme souvent de parcours du combattant pour les titulaires de CCP. Une foule de salariés était présente dès les premières heures de la journée, devant les distributeurs automatiques et les guichets, notamment au niveau de la recette principale, au centre-ville. «Nous avons besoin d'argent pour les dépenses et de la fête de l'Aid El Fitr ; c'est pour cela que nous sommes ici depuis le début de la matinée», ont déclaré des citoyens.

Les postiers travaillent sans relâche pour satisfaire la demande des clients, mais ce n'est pas du tout évident de contenter tout le monde, surtout lorsque la médiocrité de la connexion et du réseau informatique se mêle de la partie. Heureusement qu'il y a cette autre alternative que représente le retrait automatique d'argent à travers les guichets de distributeurs automatiques de billets de banque (DAB), bien sûr lorsque la connexion ne fait pas des siennes, à ce niveau également.

GENDARMERIE ET PROTECTION

CIVILE MOBILISÉES:

les usagers sensibilisés sur les accidents de la route



Imen.B

La protection civile d'El Hadjar a lancé avant-hier une campagne de sensibilisation au profit des usagers de la route, en collaboration avec la gendarmerie nationale sur la RN 21. En effet, les accidents de la route provoquent des drames humains effroyables qui sont liés à l'inconscience et au manque de civisme de certains. Dans le cadre des objectifs tracés par la gendarmerie nationale au titre de cette campagne, notamment la réduction des accidents de la route à travers l'intensification de l'action préventive et la prise de mesures coercitives, les éléments de ce corps veillent à sensibiliser les citoyens à l'importance de respecter le code de la route, ainsi pour élever le degré de conscience des conducteurs, mettre en

exergue leurs responsabilités à l'égard des autres usagers de la route, et les sensibiliser quant au nécessaire respect des règles de la circulation routière, notamment les infractions dangereuses, à l'instar de l'excès de vitesse, des dépassements dangereux, du non-respect de la distance de sécurité et des manœuvres dangereuses. Des dépliants sur les règles de bonne conduite et les conséquences de l'excès de vitesse, des manœuvres dangereuses et du non-respect de la distance de sécurité, seront distribués lors de cette campagne de sensibilisation. Il ne se passe pas un jour sans que les éléments de la protection civile ne recensent des morts et des blessés dus aux accidents de la route. Malgré un arsenal juridique censé freiner l'hécatombe, la route continue à faire des victimes.

Parkings anarchiques et squat de la voie publique, le phénomène reprend de plus belle



Sara.Y

La lutte contre les parkings anarchiques opérée par les pouvoirs publics depuis quelques années n'a pas eu le succès escompté. Plusieurs rues et ruelles de la wilaya sont accaparées par des casiers qui servent de « réservation » pour le stationnement. Ce phénomène, qui a tendance à prendre de l'ampleur, est la résultante d'un manque flagrant de parking au niveau de la ville d'Annaba. Devant le nombre croissant de véhicules enregistré tout au long de ces dernières années, Annaba étouffe et ne peut plus répondre aux exigences de la circulation automobile. Par ailleurs, les services de sûreté de wilaya œuvrent en collaboration avec les autorités

locales pour endiguer le phénomène de stationnement illégitime, notamment par les mesures visant à régler l'activité et définir les emplacements qui répondent aux conditions d'arrêt des véhicules. Il est à rappeler que ces parkings illégitimes sont exploités par des jeunes oisifs attirés par l'argent facile, qui font leur loi, en squattant, des ruelles, des trottoirs, et tout espace pouvant être transformé en lieu de stationnement. Ce métier qui prend de l'ampleur, l'impunité aidant, se revendique d'une profession informelle plus que rentable, assure-t-on et qui a généré bien des heurts sauvages entre les propriétaires de véhicules et ces "parkingeurs" comme on aime à les désigner ironiquement.

Erosion du pouvoir d'achat ... Les prix en hausse contestés

S.F

Les différentes marques de prêt-à-porter, leaders de l'habillement femmes, hommes et enfants offrent du coup aux consommateurs une alternative aux produits "chinois" qui inondent le marché. En quête de la bonne qualité ou simplement pour la frime, de nouveaux modes de consommation se sont installés chez les Annabi avec l'ouverture du marché. Dans les magasins et dans les supers marchés, les affaires vont bon train surtout celles de l'habillement. En termes de budget familial pour la facture est certes lourde pour les familles. Côté qualité, les enfants sont bien mal vêtus, ces derniers y étant peut-être plus exposés que les autres tranches d'âge, ceux-ci étant conditionnés par les modes et la brillance des vêtements offerts. Très peu de vêtements offerts en textile naturel, laine, coton ou lin et en raison de la nécessité pour les fabricants d'un abaissement des coûts et donc des prix à l'offre, on trouve beaucoup de mélanges avec des tissus synthétiques dans des proportions excessives dans les mélanges. De plus en plus de parents, instruits ou informés, lisent attentivement les étiquettes des vêtements et se perdent parfois dans les pourcentages et les langues différents dans lesquels sont rédigées des indications trop sommaires. Même les prix affichés sont généralement trop élevés, la majorité des Annabi ne peut s'empêcher de profiter de cette qualité garantie qui a nous tant fait défaut. Les jeunes dépensent



sans aucune restriction, et ce n'est pas un fait nouveau. Il se trouve qu'aujourd'hui, ils ont plus de choix avec l'installation des différentes marques comme Celio, Zara etc... Ce qui les pousse à être de plus en plus exigeants, la concurrence entre les différentes marques leur assure un plus d'accessibilité. D'aucun ne peut nier l'intérêt prononcé par les Annabi pour la mode et les grandes marques, et ce quel que soit leur niveau de vie. Et pour s'en rendre compte, il suffit de jeter un coup d'œil sur les passants qui, en dépit de leur amère situation, affichent un look bien soigné. Comment y arrivent-ils ? Cela est une autre question ! On y trouve un peu de tout, de luxe bien sûr, meubles, grandes marques d'électroménager, alors que tous les indices font état de la baisse du pouvoir d'achat, les augmentations salariales étant accompagnées d'augmentation de l'électricité, du gaz, de l'eau et autres produits de large consommation, les modes de consommation des Algériens ont plutôt tendance à évoluer.

Un bidonville prend feu à Boukhadra



Sara.Y

Un incendie s'est déclaré, avant-hier, dans un bidonville à Boukhadra. Le feu a détruit, en quelques minutes seulement, la literie, les meubles et les effets vestimentaires des occupants dudit foyer. Fort heureusement,

aucun dégât humain n'est à déplorer grâce à l'intervention de la Protection civile d'Annaba, présente sur les lieux du sinistre pour maîtriser l'incendie et sauver ce qui restait des biens ménagers de la famille. Une enquête a été ouverte par les services de la police pour déterminer les causes exactes de cet incendie.

Un bourek annabi géant fait le buzz



Sara.Y

Décidément, il y a des annabi qui ne manquent pas d'imagination en ce mois sacré de Ramadhan. En effet, ces derniers jours, des jeunes font circuler une bouraka géante et la vidéo a fait le buzz sur les réseaux sociaux, c'était une bouraka de très grande taille, emplies d'une farce de purée de pommes de terre, d'un mélange de viande hachée, d'oignons, de fromage et de persil et le tout surmonté de quelques œufs. Qui dit bourek Annabi, dit ville d'Annaba car c'est une recette phare et un patrimoine du vieux Bônois le fameux bourek et authentique. Le bourek Annabi est typique des repas ramadanesques annabi ; il accompagne la chorba. Cette spécialité est

très populaire dans la ville, vendue dans les rues d'Annaba par des commerçants ambulants. Les annabi adorent le bourek c'est pratiquement leur plat préféré, obligatoire pendant le mois de Ramadhan. En effet, ces derniers jours on a remarqué une vidéo circuler sur les réseaux sociaux où une bouraka géante est proposée à la vente au niveau du marché El Hout d'Annaba. Il convient de noter que selon l'étymologie Le terme « bourek » est dérivé de börek qui est une appellation ottomane de la spécialité, suivi du terme « annabi » faisant référence à la ville d'Annaba et désignant ainsi l'origine de la spécialité.

TIARET :

Création d'une coopérative aquacole intégrée à l'agriculture

Une première coopérative de pêche et d'élevage aquacole intégrée à l'agriculture a été créée à Tiaret, a-t-on appris jeudi du directeur de la station de la pêche, Abdelhamid Benamara. Cette coopérative dénommée "Sersou" a été récemment fondée par sept (7) agriculteurs conformément aux dispositions du décret exécutif n 22/405 en date du 24 novembre 2022 visant à développer leur activité, a indiqué la même source. Les membres de cette coopérative se sont engagés à travailler de nature à améliorer les conditions professionnelles des adhérents, notamment en ce qui concerne l'échange d'expertise technique et la mise en relation avec les parties concernées. Selon M. Benamara, 13 autres



agriculteurs qui exercent dans le même domaine ont déposé des demandes pour créer d'autres coopératives, à savoir "El Rostomia" et "Nadhor". Ils entendent tenir prochainement les assemblées fondatrices respectives de

leurs associations. Cette initiative soutenue par les autorités vise à promouvoir cette expérience pour tirer profit de l'eau de l'irrigation agricole, riche en substances organiques, dégagées par les poissons,

pour devenir un engrais et un apport protéinique pour l'ensemencement des alevins, favorable à l'installation d'unités d'élevage de poissons destinés à la consommation. Parallèlement, des travaux sont en cours

pour un lancement réussi des investissements dans ce domaine, sachant que 6 projets ont eu l'approbation des autorités compétentes pour les concrétiser dans les zones d'activités d'élevage aquacole dans les communes de Serghine et Sebaine, alors que 8 dossiers sont à l'étude. Afin de fournir du poisson à des prix à la portée des bourses des habitants de Tiaret, la station commercialise sur les marchés spécial "Ramadhan", sous la supervision de la direction régionale de la pêche et de l'aquaculture de Relizane, durant le mois de jeûne, le Tilapia rouge et la daurade royale, suite au succès de l'initiative de commercialisation de 320 kg de ces deux espèces à Tiaret, Sougueur, Frenda, Mahdia et Rahouia.

SÉTIF :

Engouement des consommateurs pour les viandes rouges d'importation

Les points de vente des viandes rouges d'importation, avec un prix plafonné à 1.200 DA le kilogramme, connaissent dans la wilaya de Sétif un engouement notable des consommateurs, a-t-on constaté.

Les points de vente à l'instar de celui de la cité 20 août 1955, un des plus grands quartiers de la ville de Sétif, enregistrent une demande constante des citoyens dont la majorité considère que ce sont des viandes "de qualité".

Selon plusieurs clients rencontrés par l'APS au niveau de ce point de vente, les prix des viandes d'importation sont à la portée des bourses des consommateurs qui étaient jusque-là obligés d'acquérir la viande bovine locale à des prix allant de 1.800 à 2.000 DA le kilogramme faute d'alternative.

Othmane, travailleur journalier, affirme acheter cette viande depuis le début du Ramadhan car son prix est "raisonnable" et son goût "ne diffère point de la viande locale", ajoutant qu'il continuera à l'acheter tant que les prix des viandes locales ne fléchissent pas.

Venue du quartier El Maabouda (Ouest de Sétif) pour acheter cette viande rouge d'importation, Mme Hiba a souligné avoir été attirée vers cette viande, en premier, par son prix à la portée de son pouvoir d'achat, précisant avoir acquis la quantité de viandes qui lui suffit à préparer les plats de chorba, bourek et autres plats seconds pendant toute une semaine pour seulement 4.000 DA.

Plusieurs clients de ce même point de vente ont salué l'initiative de l'Etat d'importer ces viandes rouges soutenues à des prix à la portée de leur pouvoir d'achat.

Saïd estime nécessaire d'ouvrir d'autres points de vente supplémentaire notamment dans les grands quartiers à forte densité urbaine pour atténuer la pression sur les points actuels. "Je me suis rendu à plusieurs reprises vers le point de vente de la cité Ain Mousse (Est de Sétif) mais à chaque fois j'étais surpris par l'épuisement des quantités à cause de la forte demande", a ajouté Saïd enchaînant que cela l'a contraint à se rabattre vers le point de vente de la

cité 20 août 1955.

De son côté, le président de l'association de protection du consommateur à Sétif, Azzedine Chenafa a considéré que la décision d'importer des viandes rouges est "venue à temps surtout après la flambée des prix des viandes locales devenues inaccessibles au commun des citoyens".

M. Chenafa a également appelé à ouvrir davantage de points de vente, estimant que "la demande dépasse l'offre" et que "l'arrivée des viandes importées du Soudan contribuera largement à réguler le marché et faire baisser les prix des viandes locales".

Evoquant la qualité des viandes, le président de l'association de protection du consommateur a considéré que "ce sont des viandes de haute qualité vendues dans plusieurs pays du monde qui répondent aux besoins des citoyens durant le mois sacré". Vente de plus de 20.000 kg de viandes d'importation depuis début Ramadhan

Depuis le début du Ramadhan, il a été procédé à la commercialisation dans la wilaya de Sétif d'une quantité de 20.200 kg de viandes



d'importation soutenues par l'Etat, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya du Commerce et de la promotion des exportations.

Mme Imane Guerbab, inspectrice principale pour la concurrence et les enquêtes économiques, chargée de la communication à cette direction, a affirmé que 16 points de vente ont été ouverts à Sétif depuis le début du Ramadhan pour assurer la disponibilité des viandes d'importation avec un prix plafond fixé à 1.200 DA le kilogramme.

Ces points se répartissent sur les huit communes de Sétif (6 points), Ain Kebira (3), Ain Oulmène (1), Amoucha (1), Bouandasse (1), Bougaa (2), Hammam Guergour (1) et

Béni Oussine (1).

Des contrats ont été passés avec 16 opérateurs pour la revente, selon la même source qui a souligné qu'il était possible de passer des contrats avec d'autres opérateurs pour couvrir toutes les communes de la wilaya en ce produit dont la demande augmente durant le Ramadhan et le rapprocher du consommateur.

Afin d'ouvrir d'autres points de vente, la direction de wilaya de Commerce et de la promotion des exportations a invité les opérateurs qui souhaitent revendre ces viandes à se rapprocher de l'opérateur agréé par l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR), dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, est-il noté.

En Afrique, des cantines gratuites pour lutter contre la déscolarisation

Au sortir de la pandémie de Covid-19, certains pays comme le Bénin ou le Rwanda ont fait de l'alimentation scolaire une de leurs priorités pour ramener les enfants en classe, selon le monde fr.

« Un enfant, un repas » pourrait être la devise de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Cette initiative du Programme alimentaire mondial (PAM) a été lancée en novembre 2021 avec l'ambition de fournir à chaque élève vulnérable un déjeuner chaud et gratuit d'ici à 2030, en appui des plans nationaux déjà en place. L'enjeu est majeur puisque la cantine constitue souvent le seul apport nutritif quotidien de millions d'enfants dans le monde.

Pour l'Afrique, traversée par la plus grave crise de la faim depuis vingt ans doublée d'une profonde crise de l'éducation, c'est l'un des premiers filets de sécurité sociale permettant aux pays de ramener et de maintenir en classe les millions d'enfants déscolarisés par la pandémie de Covid-19 et sa cohorte de fermetures d'écoles. Au total, en 2022, plus de 62 millions d'élèves africains ont bénéficié de repas scolaires, dont environ 10 millions pris en charge par le PAM, selon le rapport sur la « Situation de l'alimentation scolaire dans le monde » publié par l'agence des Nations unies fin mars.

Pour faire face à la paupérisation brutale des familles, les Etats se sont fortement mobilisés



malgré des finances toujours plus contraintes par les conséquences économiques du Covid-19 et de la guerre en Ukraine. La part du financement public de l'alimentation scolaire est ainsi passée de 30 % à 45 % entre 2020 et 2022, alors même que les contributions des donateurs internationaux ont fondu de 69 % à 55 %. Pourtant, le niveau de prise en charge d'avant la pandémie n'a pas encore pu être rattrapé, avec une baisse de 4 % du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire, et les investissements se révèlent insuffisants au regard des énormes besoins : parmi les enfants les plus fragiles, plus de huit sur dix n'ont pas eu accès à un repas scolaire.

De son côté, l'Union africaine a décidé en 2016 de consacrer le 1er mars « Journée africaine de l'alimentation scolaire » et d'en faire un rendez-vous

des ministres de l'éducation pour convaincre toujours plus de gouvernements d'adopter l'objectif d'une couverture alimentaire universelle et mettre en avant ses bénéfices sociaux et économiques. Au sortir de la pandémie, certains pays en ont clairement fait une priorité budgétaire, rapporte encore le PAM. Le Bénin a par exemple annoncé un engagement de près de 249 millions d'euros sur cinq ans pour étendre son programme national, tandis que le Rwanda, qui a multiplié par presque six le nombre d'élèves bénéficiaires en deux ans, s'approche de l'objectif avec 3,8 millions d'enfants couverts sur une population de 4,7 millions (de 5 à 19 ans).

« Cercle vertueux »

« Partout sur le continent, les cantines ont été un véritable lieu de résilience après la crise du Covid. Mais en 2022, la guerre en Ukraine a brutalement fait

grimper les prix des denrées et le coût de leur acheminement, témoigne la Béninoise Karen Ologoudou, conseillère régionale pour le PAM en Afrique de l'Ouest. Cette nouvelle donne nous a obligés à revoir notre offre, notamment en important moins, en ayant recours à des coopératives et en développant des circuits courts avec des producteurs et des productrices locaux. Cela a enclenché un véritable cercle vertueux. »

Ainsi, en Gambie, les équipes de la Coalition pour l'alimentation scolaire ont travaillé avec plusieurs groupements composés de 880 travailleuses qui transforment le poisson de manière artisanale. Dans les villages côtiers de Brufut, Gunjur et Tanji, ces femmes ont été formées pour améliorer la quantité et la qualité de leur production. Construction d'abris de séchage avec

panneaux solaires, meilleur fumage, hygiène renforcée, accès à l'eau... Tout a été repensé pour leur permettre de vendre directement leurs poissons aux communes. Dans les cantines, ce sont d'autres femmes qui cuisinent et remplissent les assiettes.

« Le circuit court nous a également permis de composer des menus plus diversifiés et de proposer aux enfants des produits locaux, frais et adaptés à leur culture », raconte Karen Ologoudou. Une économie circulaire qui profite directement aux familles, particulièrement dans les zones rurales, en leur assurant un revenu à l'échelle d'une année, tandis que les producteurs, qui sont aussi des parents, ont été de nouveau capables de mettre leurs enfants sur les bancs de l'école.

L'urgence commande face à l'onde de choc de la guerre en Ukraine, qui n'a pas fini de produire ses effets. Les économies du continent ont connu de 12 % à 39 % d'inflation alimentaire selon les zones. Rien qu'en Afrique de l'Ouest, encore 10 millions d'Africains pourraient basculer dans la faim cette année, selon l'ONU. « Les besoins restent très importants, mais une énorme dynamique est en cours, témoigne Karen Ologoudou. Car au-delà de nourrir des enfants au jour le jour, il s'agit d'investir dans le capital humain de toute une génération. »

Réforme des retraites

Emmanuel Macron promulgue la loi, malgré la contestation

Quelques heures à peine après la validation de l'essentiel du texte par le Conseil constitutionnel, le chef de l'Etat a promulgué le texte. L'intersyndicale lui avait demandé « solennellement » de ne pas le faire. Lui veut tourner la page et envisage une prise de parole en début de semaine, selon le monde fr. Ce vendredi 14 avril, Emmanuel Macron inspecte l'avancement du chantier de reconstruction de la cathédrale Notre-Dame. Le chef-d'œuvre de l'architecture gothique aura bientôt les allures qu'il avait avant d'être, en partie, ravagé

par les flammes en 2019. « Ça n'a jamais été facile mais nous avons triomphé de tous les obstacles », souffle au chef de l'Etat le général Jean-Louis Georgelin, chargé de cette restauration titanesque.

« Que n'ai-je entendu il y a quatre ans quand j'ai dit qu'on allait le faire en cinq ans. Mais c'est quand on fixe un cap avec une ambition qu'on fait bouger », conclut le président de la République. « Ne rien lâcher, c'est ma devise », complète-t-il. Pour l'occasion, l'île de la Cité a été minutieusement quadrillée par un important dispositif de policiers et de

CRS protégeant le chef de l'Etat de toute agression extérieure. Aucun véhicule, aucun quidam, aucun curieux n'est autorisé. Comme le symbole d'un pouvoir isolé, mais déterminé.

Quelques heures plus tard, dans la nuit de vendredi à samedi, Emmanuel Macron promulgait la loi sur la réforme des retraites qui, depuis trois mois, enflamme la rue. N'en déplaise à l'intersyndicale qui lui avait demandé « solennellement » de ne pas le faire. Pourquoi attendre ? Vendredi en fin de journée, le Conseil constitutionnel a



validé le texte, permettant de reculer de 62 à 64 ans l'âge de départ à la retraite. De 9 heures à 16 heures, sans même s'accorder une « pause méridienne », nous a-t-on

précisé, les locataires de la rue de Montpensier ont examiné la constitutionnalité du projet et vérifié « la sincérité et la clarté » des débats parlementaires.

JAPON :

Le premier ministre, Fumio Kishida, a repris son déplacement interrompu par une explosion

Un homme a été interpellé sur les lieux de l'incident, dans un port de pêche de l'ouest du pays, où M. Kishida devait prononcer un discours électoral, a fait savoir la police, selon le monde.fr.

Le premier ministre japonais, Fumio Kishida, a repris samedi 15 avril, selon les médias locaux, ses activités de campagne électorale, interrompues dans la matinée par une explosion et un dégagement de fumée alors qu'il s'apprêtait à prononcer un discours dans un port de pêche de l'ouest du pays.

« Il y a eu une forte explosion (...). La police enquête pour connaître les détails, mais je voudrais m'excuser d'avoir inquiété et incommodé de nombreuses personnes », a déclaré M. Kishida devant la gare de Wakayama, à quelques kilomètres du lieu de l'incident, ajoutant « une campagne importante pour notre pays est en train de se dérouler, et nous devons travailler ensemble et aller jusqu'au bout ». Fumio Kishida doit également participer à un autre événement public dans l'après-midi dans la préfecture de Chiba, près de Tokyo.

Un homme de 24 ans, originaire de la région de Hyogo, dans l'ouest du pays, a été arrêté, a fait savoir la police de Wakayama. Aucune information n'a, pour l'heure, été donnée sur le motif de cette explosion. Un peu plus tôt, la chaîne de télévision publique NHK avait diffusé des images montrant un homme au sol entouré de plusieurs autres, alors que la foule se dispersait. L'homme a été arrêté pour des soupçons d'« obstruction à l'activité commerciale », selon la chaîne.

« Une atrocité impardonnable » Le dirigeant nippon devait prendre la parole dans le port de pêche de Saikazaki, samedi matin, pour soutenir un candidat de son parti en vue d'une élection partielle, et venait de goûter du poisson local lorsqu'un mouvement de panique s'est emparé de la foule. Plusieurs médias, dont l'agence de presse Kyodo News, ont rapporté qu'un objet ressemblant à une « bombe fumigène » avait été lancé, mais qu'il ne semblait pas y avoir de blessés ou de dégâts visibles sur les lieux. Des images de télévision ont montré un mouvement de foule, puis le bruit d'une explosion

suivie d'une émission de fumée blanche.

« J'étais sous le choc. Mon cœur bat encore très fort », a déclaré une femme présente sur les lieux à la NHK. Une autre personne a expliqué à la chaîne de télévision qu'un mouvement de panique au sein de la foule s'était déclenché avant même l'explosion, après que quelqu'un avait dit avoir vu un engin explosif être lancé.

« Il est regrettable qu'un tel incident se soit produit au beau milieu d'une campagne électorale, qui constitue le fondement de la démocratie. C'est une atrocité impardonnable », a déclaré à la NHK Hiroshi Moriyama, responsable de la stratégie électorale du PLD.

Sécurité renforcée

Le Japon a renforcé ses dispositifs de sécurité après l'assassinat en juillet dernier de l'ancien premier ministre Shinzo Abe, tué par balles alors qu'il s'exprimait lors d'un événement de campagne électorale. Le dispositif de M. Abe était relativement léger, et son assassinat a donné lieu à un examen approfondi de la manière dont sont protégées les personnalités politiques.



Le chef de la police nationale japonaise avait démissionné par la suite, après avoir reconnu des « défaillances » dans la protection de l'ancien chef de gouvernement.

Son assassin présumé, Tetsuya Yamagami, a dit avoir visé M. Abe en raison de ses liens présumés avec la secte Moon, aussi connue sous le nom d'Eglise de l'unification. Le suspect en voulait à ce groupe, auquel sa mère aurait fait des dons très importants, menant leur famille à la ruine.

Ce nouvel incident survient

alors que le Japon accueille ce week-end des réunions ministérielles du G7 dans le nord et le centre du pays, et que le sommet des dirigeants des pays de ce groupe doit se tenir en mai à Hiroshima. A Sapporo, dans le nord du pays, l'envoyé spécial du président des Etats-Unis pour le climat, John Kerry, s'est dit « très inquiet » après avoir été informé de l'incident. M. Kishida « est un ami personnel et quelqu'un que j'admire beaucoup », a-t-il ajouté.

Face à la menace de la contre-offensive ukrainienne, la Russie fortifie la Crimée

Des tranchées, des champs de mines et des fortifications pour briser l'élan des blindés : l'armée russe multiplie les lignes de défense en prévision de la contre-offensive ukrainienne. Ces fortifications sont apparues ces derniers mois sur toute la ligne de front, mais également en Crimée, la péninsule annexée par la Russie en 2014, selon rfi.

Ce sont des images satellites publiées par le Washington Post qui ont permis de documenter précisément ces nouvelles lignes de défense, bâties au cours des dernières semaines par l'armée russe. Il s'agit principalement de tranchées et de « dents de dragon », des blocs de béton et d'acier posés sur le sol afin de freiner les assauts des blindés. Selon les images publiées par le journal, qui lui ont été fournies par Maxar, une compagnie satellitaire américaine, deux secteurs ont été fortifiés en priorité : les environs de Medvedivka, près de l'un des deux points de passage entre l'Ukraine continentale et la péninsule occupée, et ceux de

Vitino, sur la côte occidentale de la Crimée.

Les tranchées ont été creusées en quelques semaines, avec l'aide notamment des fameux « BTM-3 », des engins de conception soviétique qui opèrent en un temps record, 800 mètres par heure, même sur un sol pris par le gel. « Sans surprise, ces lignes de défense se concentrent sur la bande de terre qui relie la Crimée à l'Ukraine et sur le littoral occidental, notamment sur les plages situées au nord d'Eupatoria, où un débarquement est envisageable », note l'historien Martin Motte, de l'Institut de stratégie comparée.

« Donc, c'est l'idée qu'il pourrait y avoir une menace d'assaut de la Crimée à la fois par la terre et par une opération amphibie. Ce scénario classique est celui de la plupart des précédents historiques : la conquête de la péninsule par les Russes contre les Tatars, au XVIIIe siècle, la prise du territoire par les Bolchéviques lors de la guerre civile, en 1919, et la reconquête soviétique au cours de la

Seconde Guerre mondiale. Seule exception, l'assaut allemand en 1941 qui s'était fait uniquement par voie terrestre. »

Isthme de Perekop

Si la Russie renforce ses lignes de défense en Crimée, c'est qu'elle prend au sérieux l'hypothèse d'un assaut ukrainien sur la péninsule. Un scénario que de nombreux experts estiment cependant peu probable - étant donné les capacités limitées de l'armée ukrainienne et les difficultés immenses présentées par une telle opération. « L'entrée sur la péninsule se fait par l'isthme de Perekop, un bras de terre d'environ 5 à 7 kilomètres de long, rappelle Martin Motte. Ensuite, vous abordez une zone dans laquelle vous avez énormément de lacs et de marécages, et qui est donc très facile à défendre. Enfin, s'ils veulent tenter un débarquement par les plages, les Ukrainiens auront besoin de la maîtrise de la mer. Et ils n'ont plus de marine, seulement des vedettes fournies par les Américains. Celles-ci peuvent certes leur permettre de mener des opérations de

commando, mais sans doute pas de mener un débarquement de grande ampleur. »

Pas sûr que l'Ukraine ait les moyens de mener une telle offensive - même sans évoquer la Crimée -, les documents du Pentagone qui ont fuité sur les réseaux sociaux montrent d'ailleurs que les services américains doutent des capacités des forces ukrainiennes à mener une contre-offensive en profondeur. Et ils s'inquiètent en outre des lignes de fortification établies par les Russes, qui pourraient poser de sérieux problèmes aux assaillants.

« Couper » le dispositif russe Pourtant, les dirigeants ukrainiens répètent inlassablement qu'ils reprendront la Crimée, et ce, par tous les moyens : « Tout a commencé par la Crimée, tout se terminera par elle », martèle ainsi le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Et c'est un sujet très sensible, car les alliés de l'Ukraine s'inquiètent non seulement des difficultés stratégiques d'un tel scénario, mais surtout de la réaction de la

Russie en cas d'attaque sur ce territoire. Dans l'entourage de Vladimir Poutine, on n'exclut pas l'utilisation de l'armée nucléaire pour défendre la Crimée, c'est le sens de déclarations récentes de l'ancien président russe Dmitri Medvedev.

De nombreux experts estiment donc qu'un scénario plus probable et plus « raisonnable » serait pour l'Ukraine de rendre la présence russe en Crimée intenable, en multipliant les frappes et les actions de sabotage, sans tenter pour autant de reprendre le territoire par la force. L'objectif stratégique majeur de la contre-offensive ukrainienne serait alors de « couper » le corridor terrestre qui permet de relier la Crimée au Donbass, en s'emparant des villes de Melitopol et de Berdiansk. Pour soutenir les troupes stationnées dans la péninsule, la Russie n'aura alors que le pont de Kertch, qui a déjà été la cible d'une attaque en octobre dernier et qui pourrait donc devenir le point le plus vulnérable du dispositif russe dans la région.

Amendement des statuts de la FAF : La balle est dans le camp du MJS

Durant deux jours, mercredi et jeudi passés, des séances de travail ont été tenues au siège de la Fédération algérienne de football avec les représentants de la FIFA au sujet de la finalisation du dossier relatif à la mise en conformité des statuts de la Fédération avec ceux de la FIFA et les textes des lois algériennes. Le dossier, qui traîne depuis déjà plus de 3 ans, est en mesure d'être finalisé, a affirmé le SG de la Fédération Mounir Debichi hier dans une déclaration à la radio. Il faut dire qu'il était temps. Le dossier, qui a traîné, a même été exploité par les anciens bureaux pour manipuler les lois, tenter d'en imposer certaines et a même été utilisé comme outil de menace. On se souvient des déclarations çà et là d'un des anciens bureaux concernant de présumées sanctions qui allaient empêcher l'EN d'évoluer. Tout était valable pour régner. Malgré tout cela et les changements qui ont eu lieu plus tard, le dossier est resté suspendu, avant d'être compliqué davantage par les décrets 21-267 du 15 juin 2021 et le décret exécutif 22-309 du 12 septembre 2022, modifiant et complétant le décret exécutif n°14-330 du



27 novembre 2014 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des fédérations sportives nationales, ainsi que leur statut-type, qui ont invité la FAF et la FIFA à s'asseoir sérieusement pour trouver des solutions.

La 3e séance

Mercredi et jeudi donc, la FIFA s'est invitée à Alger pour des séances de travail. Ce n'est pas la première fois que cela arrive depuis le décret du 12 septembre, puisque plusieurs séances ont eu lieu avant cette semaine. «On a déjà fait des séances de travail et ateliers avec eux en février 2023 et une autre le 16 mars dernier lors de l'organisation du congrès de la FIFA à Kigali», explique le SG de la Fédé, cela sans oublier

les séances de travail au siège du MJS, dont le but était d'éliminer les divergences et tenter un rapprochement. Mais malgré ces efforts, cela n'a pas eu lieu, empêchant l'AGEx tant attendue pour la mise en conformité des statuts d'avoir lieu.

Zefizef, à l'instar de son prédécesseur CEA, a inscrit juin dernier ce projet à la tête du programme de son BF et de son mandat. Il a promis de solutionner le dossier avant la fin 2022. Mais ses calculs ont été chamboulés par la parution du fameux décret. Il continue à travailler dans le même sens. D'ailleurs, il a présidé la première séance. L'occasion pour lui de rappeler l'importance de ce dossier inscrit dans le programme du BF.

Une mouture dégagee

Les trois émissaires de la FIFA ainsi que les 5 à 6 représentants de la FAF, notamment le secrétaire général, ont rectifié ce qu'il y avait à rectifier : «On est arrivé à une première finalisation, à une mouture des statuts du côté de la FIFA. Il nous reste un rapprochement à faire avec la tutelle», explique Debichi qui continue : «Dés qu'on aura les observations finales de la FIFA qu'on recevra cette semaine, on demandera une séance de travail avec la tutelle pour finaliser ce projet.»

Il faut dire que tous les articles ont dû être revus, résultat de l'approbation des derniers décrets ; il fallait équilibrer pour être en adéquation avec les lois algérienne et les statuts de la FIFA. D'ailleurs pour régler le souci, la FIFA est prête à aider. Elle ouvre la voie à des discussions avec le ministère de la Jeunesse et des Sports : «La FIFA est disposée à faire un rapprochement entre les deux textes. Ils sont prêts à être en relation avec la tutelle pour discuter certains détails réglementaires, qui ne sont pas en conformité avec les orientations de la FIFA, mais on trouvera une solution.»

3 mois pour tout régler

En tout cas, les 48 heures de travail intense ont permis quand même de trouver des solutions. Debichi explique, par exemple, que le point relatif à la composante de l'AG a pris beaucoup de temps dans les débats, mais il a été solutionné. C'est dire qu'on se dirige vers le bout de ce labyrinthe, mais il reste encore du travail. Les deux parties se sont fixé un délai pour régler ce dossier et permettre enfin à la FAF d'organiser son AGEx pour l'amendement de ses statuts : «On s'est entendu à finaliser ce projet dans les meilleurs délais, ça se fera approximativement dans 3 mois. C'est un délai mais pas une date butoir, on l'a fixé ensemble.» Et d'enchaîner : «Après l'accord, il faudra l'adoption du BF. Ce dernier convoquera une AGEx pour approbation. Mais le plus difficile c'est de finaliser le projet. Il n'est pas question de menaces, ni de sanctions, ça se travaille dans la tranquillité totale et une parfaite entente. La partie FIFA est à l'écoute et disponible pour revenir en Algérie et s'asseoir avec la tutelle au cas où il y aurait une difficulté sur 1 ou 2 articles», conclut-il.

Chaïbi sort sur blessure face à Lyon



En ouverture de la 31^{ème} journée du championnat de France, Toulouse de s'est incliné à domicile contre l'Olympique Lyonnais de Houssef Aouar et Rayan Cherki. L'international algérien, Fares Chaïbi était titulaire mais il a cédé sa place à la 82^e suite à des douleurs à l'arrière de la cuisse (Ishio- jambier). Il va passer des tests approfondis pour déterminer avec exactitude la nature de sa blessure.

Le jeune Franco - algérien, Cherki a été l'homme du match en étant surtout dans le coup sur le deuxième but qui a donné la victoire à l'OL (2-1).

Pour sa part, Houssef Aouar a disputé les dix dernières minutes du match avec les Gones. Ce succès permet aux lyonnais de remonter à la 6^{ème} place avec 50 points au compteur, tandis que le TFC pointe à la 12^{ème} place avec 38 points aux escarcelles.

Championnat d'Algérie des jeunes catégories : Reprise après le Ramadhan



Les championnats nationaux des jeunes catégories de football, à l'arrêt depuis deux semaines, reprendront leurs activités «après le Ramadhan» a annoncé vendredi la Fédération algérienne de la discipline (FAF), sans préciser la date exacte de cette reprise.

«La Direction technique nationale de la Fédération algérienne de football (DTN / FAF) informe les présidents de Ligues que la reprise des rencontres des championnats des jeunes catégories se fera après la fin du mois sacré du Ramadhan» a indiqué l'instance dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

La FAF avait décidé de suspendre les championnats des jeunes catégories le 30 mars dernier, suite aux orientations et recommandations de la Commission médicale, considérant la compétition pouvait constituer un danger sur la santé des joueurs pendant le Ramadhan.

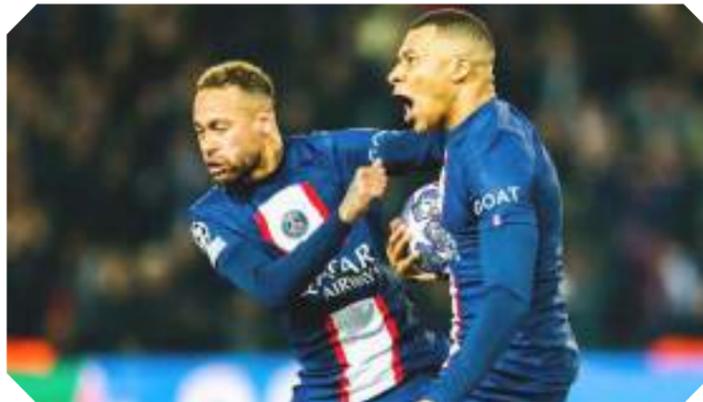
Par ailleurs, la DTN a porté à la connaissance des ex-internationaux détenteurs de la Licence CAF (B) obtenue en 2021, que le stage de la formation de la Licence CAF (A) sera relancé à partir du 9 juin 2023.

«Les candidats intéressés seront informés des conditions et modalités d'inscription prochainement» a-t-on ajouté de même source.

Real Madrid : L'Espagne en a marre du petit jeu de Kylian Mbappé

Souvent cité en exemple pour sa communication parfaitement maîtrisée, Kylian Mbappé n'a pas que des fans. En Espagne, on comprend de moins en moins le Français. Kylian Mbappé occupe le terrain médiatique. Outre ses prestations sur le rectangle vert, le crack de Bondy fait parler de lui pour ses prises de paroles à la fois franches et fluides. La semaine dernière, KM7 a d'ailleurs utilisé ses réseaux sociaux pour faire part de son mécontentement suite à une vidéo publiée par le PSG à l'occasion de la campagne de réabonnement. On y voit le capitaine des Bleus omniprésent, contrairement à ses coéquipiers. Ce qu'il n'a pas du tout apprécié. Et il l'a fait savoir au travers d'un message diffusé sur Instagram. «Je viens de prendre part au visionnage de la campagne de réabonnement du club pour la saison 2023/2024. À aucun moment je n'ai été informé de la teneur de l'entretien avec mon interlocuteur. Cela ressemblait à une interview basique lors d'une journée marketing du club. Je ne suis pas en accord avec cette vidéo publiée. Voilà pourquoi je me bats pour les droits sur l'image individuelle. Le PSG est un grand club et une famille,

mais il n'est surtout pas le Kylian Saint-Germain.» Une formule cash qui a fait son effet, tout comme la sortie coup de poing du champion du monde 2018. Deux sorties médiatiques antithétiques. Rapidement, le club de la capitale a tenté de réparer son erreur. De l'autre côté des Pyrénées, ses déclarations ont eu l'effet d'une bombe. Elles ont aussi relancé son avenir. Dans la célèbre émission El Chiringuito, le journaliste Edu Aguirre avait d'ailleurs expliqué que cela était une stratégie de communication de la part du Français, qui prépare le terrain pour rejoindre Madrid. «Il a commencé à jouer ses cartes pour partir cet été. Ce qui est clair, c'est qu'il ne sera pas au PSG à l'été 2024», avait-il révélé. Mais quelques jours plus tard, Kylian Mbappé a fait de nouvelles déclarations au micro de France 3. Cette fois-ci, elles n'ont pas vraiment fait plaisir aux médias espagnols. Après une mise au point sur son rôle au PSG, il a fait part de ses envies pour la suite. «J'ai encore pas mal de choses à accomplir. Gagner la Ligue des Champions. J'ai déjà fait une finale, une demie, un quart, un huitième (rires). J'ai tout fait sauf



gagner. J'espère que ça va venir le plus rapidement possible (...) Où ? Au PSG, je suis Parisien, je suis sous contrat donc c'est le PSG.» Des mots qui ont rassuré le PSG. Moins ses prétendants dont le Real Madrid, qui attend qu'il assume publiquement son souhait de venir pour s'activer.

La presse ibérique ne le comprend pas

Avec cette sortie médiatique, les Merengues ont pris un coup, eux qui échangent toujours avec le clan Mbabppé, auquel ils ont fait savoir qu'ils ne négocieront pas avec Al-Khelaïfi. La presse ibérique, elle aussi, ne comprend pas où veut en venir l'attaquant de 24 ans. «Mbappé bouleverse tout le monde», titre d'ailleurs AS à ce sujet avant d'ajouter : «la semaine dernière, l'international

français a exprimé son désaccord avec le PSG pour une campagne et il réitère désormais son amour pour le maillot parisien.»

Le média ibérique ajoute qu'après sa sortie sensationnelle de vendredi dernier, «Al-Khelaïfi et compagnie ont respiré ce mercredi, puisque Mbappé a participé à un événement au Stade France dans lequel il a laissé une phrase qui pourrait être interprétée comme un clin d'œil concernant sa continuité.» AS a du mal à le suivre, lui qui avait d'ailleurs menacé le club en octobre dernier lorsqu'il s'était senti trahi par la direction. Même constat du côté de Defensa Central qui explique que ses déclarations ont «surpris en France comme à l'étranger.»

Mbappé doit être plus clair DC ajoute : «le moment de

surprise est venu plus tard, puisqu'il a confirmé qu'il espérait gagner la Champions League avec l'équipe française, ce qui est très commenté sur les réseaux sociaux (...) Ses propos évoquent son contrat, c'est évident, mais il parle aussi de son envie de gagner la compétition fétiche du Real Madrid, la Ligue des champions, qui ne semble destinée à gagner que s'il quitte un PSG qui ne fait qu'accumuler les échecs en Europe. Ce qu'il sait lui-même.» L'Espagne en a visiblement assez du petit jeu de Mbappé, qui change de stratégie semaine après semaine.

De son côté, Marca a d'ailleurs perçu sa sortie comme un message à ses prétendants, dont Madrid. «Ses déclarations se heurtent aux informations qui le placent loin de Paris. Pour l'instant, Kylian rassure ainsi ses fans et jette un froid sur les différents prétendants qui pourraient être derrière un footballeur, dont le contrat se termine à l'été 2024.» Enfin, Josep Pedrerol, le présentateur vedette d'El Chiringuito, a envoyé un message au joueur. «Un jour, une chose. Un autre, une autre chose. Mbappé, soyez clair !» La communication de Kylian Mbappé ne fait donc pas l'unanimité en Espagne.

Nice, PSG :

La sortie forte de Didier Digard sur l'affaire Galtier

C'est le sujet du moment qui perturbe l'actualité sportive française. Christophe Galtier, déjà sous pression avec le PSG, est plus que jamais dans la tourmente, puisqu'il est visé par de très lourdes accusations liées au racisme remontant à son passage à l'OGC Nice (lors de la saison 2021/2022). On a notamment appris que Didier Digard voulait quitter les Aiglons à cause de Christophe Galtier, qui s'est justifié et a démenti

lors de sa dernière conférence de presse. Didier Digard, aujourd'hui technicien du GYM, a, une nouvelle fois, réagi à la polémique. «On ne peut pas nier que ça existe, mais on fait en sorte que ça ne nous atteigne pas. Pour clore sur l'affaire Galtier, je pensais que ma phrase était française : deux versions s'affrontent, une vérité va sortir. Apparemment, c'est passé pour une prise de position. Ma phrase était française, à aucun moment elle ne prend parti. Je

pense que je suis resté très droit dans ma déclaration. Maintenant, et tant mieux pour nous, la justice a été saisie et on a la certitude qu'une vérité sortira et à ce moment-là, on pourra s'exprimer, mais d'ici là, on ne s'exprimera plus, a-t-il assuré ce samedi, en conférence de presse. Ces affaires me dérangent énormément, ces sujets sont toujours délicats, je ne parlerai jamais de religion. La religion, c'est quelque chose qui se passe chez moi, où il y a de tout en plus. Cela me dérange».



PSG :

La réponse énigmatique de Lionel Messi sur son avenir



On lui prête un désir de retourner au Barça alors que sa prolongation à Paris semblait actée il y a quelques mois. Interrogé sur son futur, l'Argentin est resté évasif. Sa prolongation avec le Paris Saint-Germain semblait pratiquement actée au sortir de la Coupe du Monde qu'il a soulevée dans le ciel de Doha. Mais ces dernières semaines, Lionel Messi (35 ans) est plus proche d'un départ que d'autre

chose. L'Argentin paraissait pourtant avoir apprivoisé son environnement parisien. En vain. Auteur d'une saison plus que correcte avec les Rouge et Bleu (19 buts et 18 passes décisives en 34 matches, toutes compétitions confondues), la Pulga a vu sa situation se détériorer après le nouvel échec du PSG en huitième de finale de Ligue des Champions. Inexistant face au Bayern Munich, Messi a été pris pour cible par certains supporters

franciliens. Une aubaine pour ses courtisans

Messi entretient le mystère À nouveau boudeur, le numéro 30 sait qu'il plait ailleurs. En MLS, mais surtout au FC Barcelone, qui fait un forcing XXL ces dernières semaines pour le faire revenir en Catalogne. Un scénario qui plait de plus en plus au joueur, malgré ses relations compliquées avec Joan Laporta. Mais pour le moment, Messi se fait très discret sur ses intentions.

La preuve avec sa réponse donnée à l'occasion de la promotion d'une gamme de bagages de la marque Louis Vuitton. «Je ne sais pas ce que sera la suite, ce que sera mon avenir, mais comme je l'ai dit au début, j'aime imaginer, penser à des choses qui pourraient arriver, mais je ne sais vraiment pas ce que sera mon avenir et il sera ce qu'il doit être. Ce que Dieu veut qu'il soit, il sera.» Affaire à suivre.

SOUDAN : Khartoum est en proie à un nouvel affrontement violent



Les paramilitaires au Soudan assurent avoir pris le contrôle samedi de l'aéroport international et du palais présidentiel à Khartoum, secoués depuis le matin par des tirs et explosions, dans l'épisode le plus violent de la rivalité entre les deux généraux aux commandes depuis le putsch d'octobre 2021. Le bilan provisoire est de trois civils tués dont deux à Khartoum lors des combats selon une source médicale. L'armée soudanaise a envoyé samedi son aviation contre les paramilitaires qui disent avoir pris le contrôle de l'aéroport et du palais présidentiel de Khartoum dans l'épisode le plus violent de la rivalité entre les deux généraux aux commandes depuis le putsch. Les Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdane Daglo, dit « Hemedti », assurent tenir l'aéroport international et le palais présidentiel et appellent l'ensemble de la population, parmi laquelle les soldats, à se retourner contre l'armée. En face, l'armée, dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhane, dirigeant de facto du Soudan depuis le coup d'État du 25 octobre 2021, a dit que son aviation menait des « opérations » contre l'« ennemi ». A

Khartoum, des journalistes de l'AFP ont entendu des survols au-dessus de bases des FSR alors que l'armée postait, sur son compte Facebook, la photo de l'une d'elles en feu dans le sud de Khartoum. Les deux camps s'affrontent également aux abords du siège des médias d'Etat, rapportent des témoins à l'AFP. Les Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdane Daglo, dit « Hemedti », appellent désormais l'ensemble de la population, comme les soldats eux-mêmes, à la sédition contre l'armée. En face, l'armée, dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhane, dirigeant de facto du Soudan depuis le coup d'État du 25 octobre 2021, dénonce des « mensonges » et la « trahison » d'une force qui a récemment déployé blindés et hommes à travers le pays sans la consulter. L'émissaire de l'Onu au Soudan appelle à « cesser « immédiatement » les combats. Lors du putsch, Hemedti et Burhane avaient fait front commun pour évincer les civils du pouvoir. Mais au fil du temps, Hemedti n'a cessé de dénoncer le coup d'État, de se ranger du côté des civils, donc contre l'armée dans les négociations politiques et c'est désormais son différend avec le général

Burhane qui empêche toute solution de sortie de crise au Soudan. Que s'est-il passé ? Depuis des jours, la rue bruissait de rumeurs sur une guérilla imminente entre les deux camps. Samedi matin, Khartoum s'est réveillée au son des tirs à l'arme lourde et légère et des explosions quasi ininterrompues. En quelques heures, les FSR ont annoncé avoir pris l'aéroport international de Khartoum, en plein cœur de la capitale, puis le palais présidentiel où siège habituellement le général Burhane, ainsi que le palais réservé aux hôtes de l'État, un aéroport du nord du pays et « d'autres bases dans différentes provinces ». Et dans un communiqué, elles appellent la population à « se rallier à elles » et affirment aux militaires qu'elles ne « les visent pas eux, mais leur état-major qui les utilise pour rester sur son trône, quitte à mettre la stabilité du pays en péril ». Les habitants, eux, sont cloîtrés chez eux. « Comme tous les Soudanais, je reste à l'abri », a tweeté l'ambassadeur américain John Godfrey. « L'escalade des tensions entre militaires jusqu'à l'affrontement direct est extrêmement dangereuse. J'appelle les hauts commandants militaires à cesser immédiatement de se

battre », a-t-il encore écrit. Qui s'affronte ? L'armée, en face, dénonce des « mensonges » et accuse les FSR d'avoir déclenché les hostilités : « les combats » ont commencé quand les FSR ont attaqué des bases de l'armée « à Khartoum et ailleurs au Soudan », a affirmé à l'AFP le porte-parole de l'armée, le général Nabil Abdallah. L'armée, elle, « accomplit son devoir pour protéger la patrie », a-t-il ajouté. Côté FSR, on raconte l'inverse : elles disent avoir été « surprises au matin par l'arrivée d'un important contingent de l'armée qui a assiégé leur camp de Soba », dans le sud de Khartoum, et les a « attaquées avec toutes sortes d'armes lourdes et légères ». Jeudi, l'armée dénonçait déjà un déploiement « dangereux » des paramilitaires à Khartoum et dans d'autres villes du Soudan « sans l'approbation ni la moindre coordination avec le commandement des forces armées ». Elle tirait alors « la sonnette d'alarme » face à un développement « dangereux ». Car depuis des jours, alors que les civils et la communauté internationale devaient accepter un nouveau report de la signature d'un accord politique censé sortir le pays de l'impasse à cause des divergences entre les

deux généraux, des vidéos ne cessaient de montrer l'arrivée de très nombreux blindés et d'hommes dans différentes villes, dont Khartoum. Quelle sortie de crise possible ? Les divergences entre les deux camps portent essentiellement sur l'avenir des paramilitaires : le retour à la transition démocratique est suspendu à leur intégration au sein des troupes régulières. Si l'armée ne la refuse pas, elle veut malgré tout imposer ses conditions d'admission et limiter dans le temps leur incorporation. Le général Daglo, lui, réclame une inclusion large et, surtout, sa place au sein de l'état-major. C'est ce différend qui bloque toujours le retour à la transition exigée par la communauté internationale pour reprendre son aide au Soudan, l'un des pays les plus pauvres au monde. L'émissaire de l'ONU au Soudan, Volker Perthes, a appelé samedi militaires et paramilitaires à cesser « immédiatement » leurs combats à Khartoum et ailleurs dans le pays. « M. Perthes a contacté les deux parties pour leur demander une cessation immédiate des hostilités pour la sécurité du peuple soudanais et épargner au pays plus de violence », indique un communiqué de la mission de l'ONU au Soudan.



«Détection de présence»

Comment empêcher Windows 11 de savoir si vous êtes derrière votre clavier ?

Marre d'être surveillé par vos applications ? Windows 11 vous permettra prochainement de vous rendre totalement invisible.

Après avoir publié ce mardi l'habituel Patch Tuesday, qui corrige d'ailleurs une faille de sécurité activement exploitée, Microsoft vient de déployer un nouveau paramètre de confidentialité dans la version bêta de Windows 11.

Microsoft va déployer un nouveau paramètre de confidentialité dans Windows 11

Certains PC sous Windows 11 disposent d'un capteur de présence intégré. Ce dernier permet à votre écran de s'éteindre automatiquement lorsque vous vous éloignez de votre appareil, et inversement lorsque vous vous en rapprochez. Pratique, cette fonctionnalité peut vous permettre d'économiser la batterie de votre ordinateur ou encore de gagner un peu de temps lorsque



vous souhaitez vous remettre rapidement au travail.

Plus important encore, cela peut également servir à sécuriser votre PC en permettant à votre appareil de se verrouiller automatiquement dès lors qu'il demeure sans surveillance, et, ainsi, protéger vos fichiers. En parlant de sécurité, la build

22624.1610 de la version bêta de Windows 11 nous a permis de repérer l'arrivée d'un tout nouveau paramètre qui devrait vous offrir davantage de contrôle : la « Détection de présence ».

Détection de présence : qu'est-ce que c'est ?

Si vous vous demandez à quoi pourrait bien servir la détection

de présence, sachez que cela offrira aux clients du système d'exploitation la possibilité de sélectionner spécifiquement les applications pouvant déterminer s'ils se trouvent devant leur écran. Autrement dit, vous serez en mesure de bloquer ou d'autoriser certaines applications souhaitant recourir au capteur de présence. Comme nous le rappellent très justement les équipes du site Bleeping Computer, cela empêchera certaines applications de collecter et d'utiliser vos données sans votre consentement.

Voilà donc une option bien pratique, qui permettra aux utilisateurs et aux utilisatrices de Windows 11 d'avoir encore plus de contrôle en matière de confidentialité. Pour y accéder, il vous suffira de vous rendre dans les paramètres de Windows 11, de cliquer ensuite dans la rubrique Confidentialité et Sécurité, et enfin sélectionner Détection de présence.

En Bref...



Une campagne de phishing qui concerne les utilisateurs Windows a été mise au jour dès novembre 2022 par un chercheur en cybersécurité. Elle n'aurait cependant été utilisée que depuis février dernier. Ce piratage concerne le moteur de recherche Google Chrome, rapporte Phonandroid.

Pour les utilisateurs, c'est un message qui s'affiche sur la page d'accueil, comme une alerte. Il incite les internautes à installer une mise à jour du navigateur. Tout est fait pour mettre les utilisateurs en confiance. Or, pour installer cette fausse mise à jour, il faut passer par des sites web malveillants.

Un malware disponible en 100 langues

En consultant ces faux sites, les utilisateurs se voient notifier qu'il y a eu problème avec la mise à jour automatique de Chrome. Là, il leur est conseillé d'installer un update ou d'attendre la prochaine mise à jour. Certains se laissent alors tenter et téléchargent un fichier zip, proposé en lien. Mais une fois exécuté, ce dernier « s'exclut des réglages de Windows Defender, suspend les services de mise à jour de Windows » puis installe un logiciel de minage Monero. Il s'agit d'une monnaie virtuelle souvent utilisée par les hackers.

Disponible en 100 langues différentes, ce malware peut toucher des utilisateurs partout dans le monde. D'autant que Chrome est utilisé quotidiennement par trois milliards de personnes. Les experts en cybersécurité expliquent que les victimes se rendent rarement compte de l'attaque. Ils recommandent donc de ne pas télécharger de programme depuis une source qui n'a pas été vérifiée.

IA

Découvrez Bedrock, réponse d'Amazon à Google Bard et ChatGPT



Amazon se lance, elle aussi, corps et âme dans l'intelligence artificielle. En réponse à Google Bard et ChatGPT, la firme de Jeff Bezos annonce Bedrock, sa propre plateforme d'IA, qui a quelques arguments à faire valoir.

Nous avons ChatGPT chez Microsoft, puis Bard chez

Google, voilà que débarque désormais la solution d'intelligence artificielle d'Amazon, baptisée Bedrock.

Plusieurs modèles de langage cohabitent

Pour ce galop d'essai, Bedrock n'est disponible qu'après des clients Amazon

Web Services (AWS) et vise

essentiellement les professionnels et les entreprises. Il donne accès à plusieurs modèles de langages, dont certains font partie de la famille Titan, développée par Amazon. Les autres, Jurassic-2 (AI21), Claude (Anthropic) et Stable Diffusion (Stability AI), sont des modèles de langage tiers mis au point par d'autres sociétés spécialisées dans l'IA.

« Amazon Bedrock est un nouveau service pour la création et la mise à niveau d'applications d'IA générative [...] capables de générer du texte, des images, du son et des données synthétiques en réponse à des invites », fait savoir Amazon dans son communiqué.

L'incorporation de plusieurs modèles de langages permet à Bedrock de se montrer polyvalent et de couvrir un large éventail d'usages. Un des modèles Titan va servir à la génération de

texte pour des articles, mails et documents, alors qu'un autre va être plus utile pour la recherche et la personnalisation.

Bedrock est pensé comme une plateforme pour développer ses services IA personnalisés

En intégrant la technologie de Stability AI à Bedrock, Amazon s'assure également de pouvoir générer des images, logos et toutes sortes de visuels, comme peut le faire le DALL-E d'OpenAI par exemple.

Cité par CNBC, Andy Jassy, directeur général d'Amazon et anciennement à la tête d'AWS, explique que les entreprises vont avoir besoin des meilleurs modèles de langage pour tirer leur épingle du jeu, mais qu'elles n'auront pas le temps et l'argent de développer des solutions propres aussi performantes que les meilleures du marché.



Le vernis à ongles en gel pourrait engendrer des allergies qui empêcheraient des interventions chirurgicales

Des experts mettent en garde contre les effets à vie du vernis à ongles en gel. L'allergie causée pourrait empêcher les gens de subir certaines interventions chirurgicales.

Les dermatologues mettent en garde contre le fait que les vernis à ongles en gel, très répandus, sont à l'origine d'une augmentation du nombre de personnes développant des allergies «qui changent la vie» et qui pourraient les empêcher de subir certaines opérations. Les experts affirment que les produits chimiques contenus dans les vernis à ongles en gel, qui sont des méthacrylates, peuvent s'infiltrer dans la peau et provoquer une réaction allergique. Les symptômes d'une telle réaction comprennent le décollement des ongles du lit de l'ongle et l'apparition d'une éruption cutanée sévère autour des ongles.

« Les symptômes peuvent varier d'une personne à l'autre, d'une personne



à l'autre, pouvant aller du déchaussement des ongles à leur chute, en passant par une éruption cutanée sévère sur le visage, le cou et le haut de la poitrine », explique le Dr Deirdre Buckley, dermatologue consultant à Bath.

Dans certains cas, les personnes peuvent avoir des difficultés à respirer ou voir leur asthme s'aggraver. Pire encore, ils peuvent devenir sensibles aux acrylates présents dans d'autres

produits, ce qui peut avoir des conséquences en dentisterie, en cas de diabète ou en chirurgie orthopédique, et il s'agit d'une sensibilisation qui dure toute la vie. Le méthacrylate est souvent utilisé comme ciment osseux pour les implants du genou et de la hanche, ainsi que dans les prothèses dentaires et les dentiers.

La British Association of Dermatologists (BAD) a réitéré aujourd'hui sa mise en garde concernant

les réactions allergiques liées aux ongles artificiels. Elle craint maintenant que la fermeture des salons de manucure pendant la pandémie n'incite davantage de personnes à opter pour des kits à domicile.

« Il est probable que les fermetures pendant la pandémie aient contribué à l'augmentation du nombre de personnes utilisant des kits de pose d'ongles artificiels à domicile », explique le Dr Buckley, qui travaille pour la BAD.

Les ongles en gel, qui sont dérivés de méthacrylates, sont appliqués sur les ongles naturels d'une personne et doivent être «durcis» sous une lampe à ultraviolets (UV). Quant aux ongles en acrylique, il s'agit d'une pâte appliquée sur les ongles naturels et qui durcit à l'air libre.

Le BAD s'est inquiété de ces trois méthodes et a averti que la sensibilisation se produit lorsque le produit non polymérisé entre en contact avec

n'importe quelle partie de la peau. Elle peut se produire aussi bien dans un cadre professionnel qu'à domicile. Les esthéticiennes risquent également de développer l'allergie car les gants de protection peuvent ne pas offrir une protection suffisante et les méthacrylates peuvent passer à travers les gants. Le Dr Buckley a déclaré que les gens devaient être conscients des risques associés aux produits pour ongles artificiels. Elle a conseillé aux prothésistes ongulaires, qui sont particulièrement exposés, de porter des gants en nitrile lors de l'application des produits, de les changer toutes les trente minutes et d'utiliser une technique sans contact. Elle a ensuite exhorté les utilisatrices à domicile à lire les instructions, à toujours utiliser la lampe UV recommandée pour le séchage et à ne pas utiliser la même lampe avec d'autres vernis achetés séparément (source 1).

La pollution plastique est (aussi) dans notre sang

Selon les conclusions du rapport du Conseil économique, social et environnemental, 81% des produits fabriqués en plastique finissent en déchets en moins d'un an.

Le plastique est partout. Dans un rapport publié le mardi 11 avril, le Conseil économique, social et environnemental (Cese) dénonce une «pollution planétaire» et décrit la situation comme une «bombe à retardement». Selon les conclusions du texte, 81 % des produits fabriqués en plastique finissent en déchets en moins d'un an. Ce rapport a été coécrit avec la présidente de la Fondation de la mer,

Sabine Roux de Bézieux, pour le compte du Cese.

Ce plastique contamine les sols, les eaux, l'air et jusqu'au sang. «La pollution plastique est un fléau car on en trouve dans les sols et dans l'eau mais sous forme de particules dans l'air que l'on respire, dans notre sang et même dans le lait maternel», souligne Nathalie Van Den Broeck, vice-présidente de l'association Surfrider Foundation, citée par Le Parisien. Avant d'ajouter : «Un rapport du WWF de 2019 estime que chaque individu avalerait 2 000 particules de plastiques par semaine, l'équivalent de 5 g, soit le poids d'une carte

bancaire».

Vers une interdiction

Inspirées par le modèle du Nutri-Score, les auteures de cette étude soulèvent la possibilité de mettre en place une empreinte plastique pour aider les consommateurs à «savoir quelle quantité de plastique contient le produit qu'ils achètent, s'il est biosourcé et son degré de recyclabilité en fin de vie » détaille Nathalie Van Den Broeck. D'ici 2060, la consommation de plastique pourrait doubler. En conséquence, le Cese réclame l'interdiction du plastique à usage unique à l'échelle internationale d'ici à 2040.





Corne de gazelle facile et économique



Ingredients

Pour la pâte, j'utilise un verre à thé, prenez un verre plus grand pour une plus grande
1 verre de beurre fondu
1 verre d'huile
1 verre de lait
5 verres de farine
Pour la farce
200 g de halwa aux sésames (halwet tourk)
200 g de noix de coco
Confiture d'abricots

Pour la finition

Deux paquets de gaufrettes au chocolat moulue
Sirop à la vanille ou du miel allégé

Instructions

Préparez la pâte
Mélangez les ingrédients dans l'ordre en ajoutant au fur et à mesure la farine.
Même si la pâte est molle, ce n'est pas grave,
Mettez-la dans un sac plastique

Laissez-la reposer une heure
Si vous n'arrivez toujours pas à la travailler, ajoutez un peu plus de farine

Pour la farce

Mélangez la halwa et la noix de coco

Une fois le tout mixé, ajoutez un peu de confiture d'abricots pour avoir une farce qui se ramasse

Façonnage

Étalez la pâte sur 2 à 3 millimètres

Découpez des ronds

Placez la farce au milieu des ronds

Rabattez la pâte sur la farce et façonnez en tcharek

Terminez de façonner le tout

Enfournez dans un four préchauffé à 170°C pour 15 à 20 minutes jusqu'à ce que la

pâte cuise, elle doit prendre une légère couleur dorée en dessous

La finition

Laissez refroidir

Trempez dans le sirop ou le miel allégé

Enrobez-les délicatement dans les gaufrettes moulues

Sablés



Ingredients : (pour environ 45 à 50 pièces)

250g de beurre

150g de sucre glace

52g de poudre à flan à la vanille

1 g de sel

1 oeuf entier et 1 jaune d'oeuf

80g de fécule de maïs (environ 3 càs)

430g de farine

Confiture de fraise

Préparation :

1-Mettre dans le bol, le beurre, le sucre, la pincée de sel, la poudre à flan et travailler le tout en pommade.

2- Incorporer les oeufs et travailler à nouveau, incorporer la fécule et la farine tamisées,

malaxer rapidement sans trop travailler la pâte. Filmer et la laisser reposer 1 à 2 heures au frais.

3- Abaisser la pâte sur un tapis ou du papier ou à défaut sur un plan de travail fleuré, couper des formes en nombre paire avec un emporte pièce, dont un coté avec un trou. Les déposer sur une plaque chemisée.

4- Enfourner à 170°C à chaleur tournante pour environ 20mn, laisser refroidir, garni ou coller deux par deux à la confiture, saupoudrer légèrement de sucre glace.

Petits gâteaux aux sésames

Ingredients

125 g de beurre ramolli
1 oeuf entier
100 g de graines de sésames grillées
100 g de cacahuètes finement moulues
100 g de sucre glace
100 g de farine
½ sachet de levure chimique
Le zeste de 1 citron

Pour la décoration:

1 blanc d'oeuf
400 g de graines de sésames

Instructions

Préchauffez le four à 180°C (TH 6)

Mettez le beurre ramolli dans un saladier
Travaillez-le en pommade avec le sucre glace

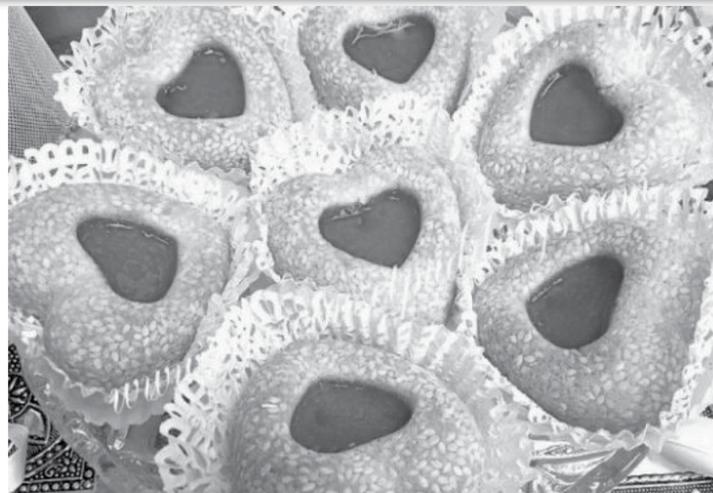
Incorporez l'oeuf entier, les graines de sésames grillées, les cacahuètes moulues, le zeste de citron et la levure

Ajoutez la farine
Mélangez jusqu'à obtenir une pâte lisse (ne vous inquiétez pas, elle est vraiment molle)

Formez des boules de la taille d'une noix (faites-le délicatement car elles sont très molles, ne rajoutez pas de la farine, une fois enrobées dans les graines de sésames, elles auront une meilleure tenue)

Dans un moule, battez légèrement le blanc d'oeuf

Trempez-y les boules de pâte



Puis enrobez-les de graines de sésames

Déposez-les dans des caissettes à pâtisserie et disposez-les sur la

plaque du four

Enfournez et laissez cuire pendant

15 à 20 minutes selon votre four

Mchewek



Ingredients

- 2 gros oeufs + 2 blancs

- 500 g d'amandes en poudre

- 200 g de sucre glace

- 1 c à c de vanille liquide

- 2 c à c de levure chimique

Pour la décoration:

- 300 d'amandes effilées ou d'amandes grossièrement moulues

- Quelques amandes ou noisettes ou cerises confites (selon votre goût)

Instructions

Préchauffez le four à 180°C (th 6)
Dans un saladier, mélangez les amandes en poudre, le sucre glace, la vanille et la levure.

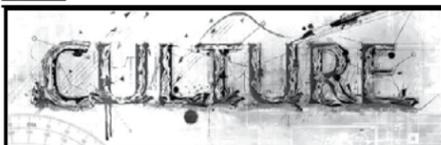
Ajouter un à un les oeufs entiers.

Vous devez obtenir un pâte ferme et non collante (si elle est trop liquide, vous pouvez ajouter des amandes en poudre pour la rendre plus ferme)

Formez des petites boules de 3 cm de diamètre
plongez-les dans les blancs d'oeufs battus

Puis, roulez-les dans les amandes effilées ou les amandes grossièrement concassées

Mette sur un plaque de cuisson recouverte de papier sulfurisé
Enfournez pour 12 minutes de cuisson



Appel à candidature pour le concours panarabe de courts métrages «Mon patrimoine»

Le Centre régional arabe pour le patrimoine mondial (ARC-WH), en collaboration avec la Commission du patrimoine du Royaume d'Arabie saoudite, lance un appel à candidature aux cinéastes, en vue de prendre part à la deuxième édition du concours de courts

métrages «Mon patrimoine», annoncent les organisateurs. Organisé dans le cadre de l'initiative «Jeunesse arabe pour le patrimoine», la participation à ce concours est ouverte jusqu'au 26 avril prochain.

Les lauréats de cette deuxième édition, seront accueillis en Arabie

Saoudite pour la projection de leurs films ainsi primés lors de cet événement qui se déroulera parallèlement à la 45e réunion du Comité du patrimoine mondial, à Ryad, dans la capitale saoudienne, en septembre 2023.



Laghouat

Une quinzaine de troupes au 9e Festival international du chant spirituel «Samâa»

Quatorze (14) troupes arabes et étrangères prennent part à la 9ème édition du Festival international du chant spirituel «Samâa», ouvert, la soirée du mercredi à la maison de la culture «Tekhi Abdallah Benkeriou» de Laghouat, en l'honneur à titre posthume à Sidi Cheikh Bel-Abbes Ahmed Tidjani.

Placée cette année sous le signe «Mélodies d'Algérie, appel à tolérance et spiritualité», cette manifestation regroupe des troupes représentant la Palestine, République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD), Libye, Tunisie, Turquie, Albanie, Egypte, Ouzbékistan, le Yémen, et d'autres troupes issues de différentes wilayas du pays, ont indiqué les organisateurs.

S'exprimant en ouverture de

cette manifestation (12-15 avril), le chef de cabinet du ministère de la Culture et des Arts, Mohamed Sidi Moussa, a souligné que «la wilaya de Laghouat à la longue histoire, riche en ses personnalités vénérées est digne d'accueil de ce festival spirituel», ajoutant qu'«attribuer le nom du cheikh Bel-Abbes Ahmed Tidjani à cette édition traduit la place qu'incarne ce vénéré cheikh de renom national et international de par sa contribution à la propagation de l'Islam en Afrique».

«La ministre accorde toute l'importance voulue au patrimoine +Samâa+ car imbue et convaincue de la spiritualité ancrée dans la culture islamique», a soutenu le même responsable.

Le commissaire du festival,



Ahmed Benseghir, a, de son côté, indiqué que les soirées de ce Festival de chants religieux et spirituels seront animées, au niveau de la maison de la

culture précité de Laghouat et en activités de proximité au niveau des communes de Hassi-R'mel et d'Aflou, par quatre troupes locales.

Le programme prévoit, outre les soirées et veillées, des communications et exposés, à animer par une pléiade de chercheurs et universitaires d'institutions universitaires nationales et étrangères, au niveau du centre de recherches en sciences islamiques et civilisations de Laghouat.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle et culturelle a été amorcée par des spectacles animés par les troupes «Taybia» et «El-Hadhra» de Laghouat, de la Caucase de Kazan (Russie), «El-Bhour» (Libye), «El-Ferda» de Béchar et la troupe «Konja» pour de la musique spirituelle (Turquie).

La chanteuse Alicia Keys passe à l'audio spatial



L'autrice compositrice et interprète américaine Alicia Keys a présenté mardi une sélection de chansons en audio spatial pour Apple Music. Grâce à l'audio spatial, l'auditeur peut écouter les chansons avec un son surround, ambient, digne

d'une salle de cinéma.

Face à un petit groupe d'initiés, réunis dans le célèbre studio d'enregistrement londonien Abbey Road, la chanteuse a parlé du processus de réenregistrement, de remixage et de réimagination



de son travail en utilisant la technologie qui permet l'audio spatial, Dolby Atmos.

«Je suppose que... ce qui se passe avec l'audio spatial, c'est qu'il est si spécial et qu'il a été fait spécifiquement pour ce projet. Chaque fichier est mixé à partir de l'état brut pour créer une toute nouvelle version de la chanson. D'une certaine manière, c'est nouveau. Même quand j'étais assis là avec vous tous en train d'écouter, je me disais : «Mec, j'entends ces cuivres, j'entends le piano ici, j'entends le piano là, j'entends le piano là, j'entends le piano là. J'entends le piano ici, j'entends les cordes ici. J'avais

oublié qu'il y avait des cordes. Vous savez, vous entendez des choses que vous n'avez jamais entendues auparavant. C'est donc nouveau. C'est différent de jouer en direct parce que, sur le plan sonore, c'est une nouvelle expérience, même pour moi.», a expliqué Alicia Keys.

Bien que Keys adore les nouvelles technologies, Alicia Keys est toujours attachée au format vinyle palpable, et cher à son cœur tout comme le format cassette en citant celle qui l'a inspirée le plus, «Whats'going on» du chanteur Marvin Gaye.

Elle a évoqué la façon dont les jeunes découvrent et consomment

la musique aujourd'hui.

«Je pense que les jeunes écoutent une plus grande variété de musique que moi. Et j'ai l'impression d'avoir écouté une très grande variété. Mais l'accès est tel que rien ne vous empêche de créer une liste de lecture pour tous vos morceaux préférés, vous voyez ce que je veux dire ? En ce sens, je pense que c'est vraiment génial d'avoir l'autonomie et de pouvoir choisir ce que l'on aime et ce que l'on veut entendre. Et il n'y a pas de version où l'on ne peut pas l'entendre ou le trouver. C'est ce que j'aime.» a ajouté la chanteuse. Une toute nouvelle version réimaginée de son premier tube sorti en 2003, «If I Ain't Got you» avec un orchestre de 90 musiciens et des femmes de couleur va être enregistrée, elle figurera dans le prochain préquel de Netflix, «Queen Charlotte : A Bridgerton Story».

Alicia Keys sortira huit albums en Spatial Audio exclusivement sur Apple Music à partir du 28 avril.



Reconstitution du visage d'un Égyptien antique

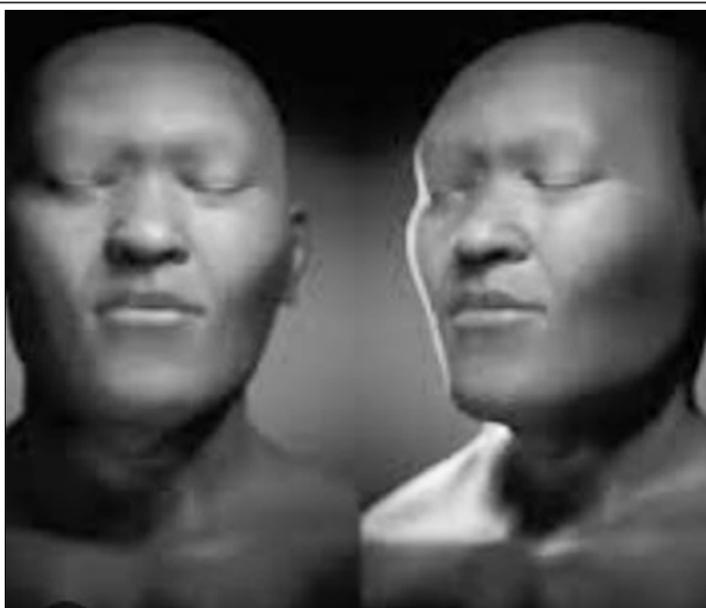
Le ministère commente les dernières recherches

Le ministère égyptien du Tourisme et des Antiquités a contesté la crédibilité des recherches menées pour réimaginer le visage du squelette de l'homme de Nazlet Khater.

Le visage d'un ancien Égyptien décédé il y a plus de 30 000 ans a récemment été reconstitué par des scientifiques.

Le squelette est actuellement exposé au Musée national de la civilisation égyptienne au Caire et les suggestions de deux des chercheurs ont récemment suscité l'intérêt des réseaux sociaux.

Le ministère a publié un communiqué sur les résultats des études menées par les chercheurs brésiliens pour réimaginer le visage du squelette découvert à Nazlet Khater, en Haute-Égypte. Selon les autorités du musée, les chercheurs brésiliens n'ont pas pris les mesures scientifiques, administratives et juridiques



correctes et internationalement reconnues en matière de recherche scientifique.

«Les deux chercheurs n'ont soumis aucune demande aux autorités du musée pour

photographier le squelette de Nazlet Khater afin d'en étudier les mesures anatomiques», ajoute le communiqué.

Ils n'ont pas non plus indiqué qu'ils avaient obtenu les mesures

anatomiques du squelette auprès d'une autre partie, ce qui ne confère aucune crédibilité aux résultats de la recherche et aux proportions anatomiques qu'elle contient, ni au processus de réimagination du visage, précise le communiqué.

Les chercheurs se sont appuyés dans leur recherche sur la vision artistique du squelette de Nazlet Khater basée sur l'utilisation de logiciels graphiques et non sur les mesures anatomiques du squelette, ce qui a permis de parvenir à des résultats qui contredisent les normes de la recherche scientifique, indique le communiqué.

Le squelette a été découvert en 1980 près du village de Nazlet Khater dans le gouvernorat de Sohag, dans le sud de l'Égypte. Il date du Paléolithique supérieur, c'est-à-dire d'il y a environ 34 000 ans. Le squelette a été trouvé

enterré avec un outil en pierre.

La mission belge opérant en Égypte l'a découvert lors de ses fouilles dans le village en 1980. Elle a transporté les restes en Belgique pour les étudier, les restaurer et les assembler en un squelette complet.

Les études menées sur les vestiges ont révélé de nombreux faits sur son propriétaire et l'environnement dans lequel il vivait.

Les scientifiques ont baptisé le squelette «homme de Nazlet Khater» en référence à l'endroit où sa dépouille a été découverte.

Le squelette de Nazlet Khater est l'une des plus importantes découvertes archéologiques en Égypte. Il a suscité un grand intérêt scientifique au niveau local et international, car il s'agit du deuxième plus ancien squelette connu d'Égypte.

Turquie

L'exposition «Harmony» célèbre la faune africaine

La photographe de nature Süha Derbent, qui a voyagé dans plus de 80 pays, de la Scandinavie à Madagascar, du Sri Lanka au Canada, a rencontré des amateurs d'art lors de l'exposition intitulée «Harmony».

Organisée par Hülya Şekercioglu, l'exposition reflétant la nature de l'Afrique et les portraits humains a été ouverte aux visiteurs au Maximum Uniq Hall à Istanbul.

Süha Derbent, dans une déclaration au correspondant d'AA concernant l'exposition, a indiqué qu'il était photographe animalier depuis 40 ans. «J'ai passé plus de la moitié de ma vie à photographier des animaux sauvages. Tout en photographiant, j'étais également en contact avec les populations locales des lieux que je visitais de temps en temps. Dans cette exposition, j'ai essayé

de mettre l'accent sur l'harmonie entre les hommes et les animaux et la nature» a déclaré l'artiste.

Déclarant qu'il voulait sensibiliser les gens qui ont pris l'habitude de vivre en consommant dans la vie urbaine, Derbent a déclaré : «Voir l'Afrique, observer la nature et les animaux, c'est en fait un voyage vers son essence et son moi. Au lieu d'essayer de vaincre la nature, qui existe depuis des millions d'années et dont le cycle et l'harmonie sont parfaits, nous devons apprendre à être en harmonie et à la rendre durable.

«Nous devons accepter que nous ne sommes pas plus importants que les créatures de la nature.»

Soulignant qu'il considère tous les êtres vivants de la nature comme égaux, M. Derbent a poursuivi en ces termes :

«Aujourd'hui, nous ne pouvons



montrer que des photos de certaines espèces à nos enfants. Lorsqu'elles auront toutes disparu, il n'y aura pas de jour où nous ne pourrions montrer que leurs photos. Car ce jour-là, nous aurons également disparu. Penser que l'on peut survivre en consommant la nature est une méthode humaine

qui se suicide pas à pas. C'est précisément la raison pour laquelle j'espère attirer l'attention sur cette harmonie dans cette exposition, qui s'intitule 'Harmonie', en regardant les portraits de la nature africaine et des personnes vivant dans différentes parties de la région».

Le photographe Derbent a souligné que l'Afrique est également touchée par les changements climatiques mondiaux et a déclaré : «Nous ne trouvons plus les animaux aussi facilement qu'avant. Auparavant, les saisons des pluies et des sécheresses étaient claires, mais aujourd'hui elles sont mélangées. Je voyage en Afrique depuis de nombreuses années et je documente tous ces changements».

Derbent, qui possède plus de 2 millions de photographies dans ses archives et qui est l'auteur des livres «Kenya's Wild Side» et «Face to Face», a publié ses articles de voyage et ses photographies dans de nombreux journaux et magazines locaux et étrangers.

L'exposition peut être visitée jusqu'au 19 mai.

Festival de Cannes

2 films africains en lice pour la Palme d'Or

À cinq semaines de la course à la Palme d'Or, le 76e Festival de Cannes a annoncé jeudi sa sélection officielle.

Dix-neuf films sont en lice pour succéder à «Sans Filtre», sacré l'an dernier et dont le réalisateur, le Suédois Ruben Östlund préside le jury cette année.

L'arrivée en compétition d'un premier film, réalisé par une cinéaste sénégalaise, Ramata-

Toulaye Sy, ou de la Tunisienne Kaouther Ben Hania, signe aussi une volonté d'accorder une place plus importante au cinéma africain.

«Les regards se tournent davantage vers l'Asie depuis une vingtaine d'années, avec d'autres pays comme le Japon, et maintenant vers l'Afrique parce que c'est de là que viennent un certain nombre de jeunes cinéastes

d'Afrique du Nord, d'Afrique de l'Est, d'Afrique anglophone ou d'Afrique subsaharienne, comme le Sénégal qui est en compétition.», a déclaré Thierry Frémaux, directeur du Festival de Cannes.

Thierry Frémaux a également souligné le «nombre jamais atteint» de réalisatrices qui concourent pour la Palme d'Or, remporté seulement



Au Petit Palais, les trésors de «la Divine» Sarah Bernhardt



Les mille et une facettes de la légendaire tragédienne Sarah Bernhardt sont dévoilées à Paris, au Petit Palais,

avec des costumes de scène jamais montrés au public et des effets personnels jusque-là jalousement gardés par des fanatiques

de la «Voix d'or».

Plus de 400 oeuvres, grâce à 100 prêteurs, ont été rassemblées pendant cinq ans pour l'exposition «Sarah Bernhardt, et la femme créa la star» (jusqu'au 27 août), afin de marquer le centenaire de sa mort en 1923.

«Il y a encore des passionnés, des fétichistes, des fanatiques et leur maison est envahie de Sarah Bernhardt», explique à l'AFP Annick Lemoine, directrice du Petit Palais.

Celle pour qui Jean Cocteau a inventé l'expression «monstre sacré» était un mythe vivant et a créé ce qui deviendra le «star system».

Parmi les raretés, les saisissants costumes de scène «que l'on ne voit absolument jamais parce qu'ils sont extrêmement fragiles», précise Annick Lemoine.

Il y a là un haut de robe et une jupe en queue d'écrevisse portés dans la comédie «Frou-Frou», le grand voile de «Phèdre», un manteau de scène brodé et sa coiffe pour «Théodora» ou encore une parure de bijoux de scène, un pagne et un pectoral en métal doré avec perles turquoises pour «Cléopâtre». Des corsets montrent également la taille de guêpe de la comédienne, célèbre pour sa maigreur.

Si beaucoup d'objets et d'oeuvres proviennent de la Bibliothèque nationale de France, de la Comédie-Française (dont elle était la star), de différents musées de France et du Metropolitan de New York, les plus fascinants viennent des collections privées. Un particulier a ainsi prêté un singulier cordon de sonnette du palier de l'un des appartements

de la comédienne, décoré avec la figurine d'un singe en porcelaine, une paire de bougeoirs sous la forme d'une tête de mort, dénotant son goût pour le macabre, un éventail ou des souliers.

L'exposition montre également des documents rares sur sa vie avant le théâtre, comme ce registre de police recensant les courtisanes à Paris dans les années 1860-70 et où apparaît son nom. Mais aussi les échanges épistolaires avec ses multiples amants, ses sculptures, d'innombrables photographies, affiches de Mucha, qu'elle a rendu célèbre, et peintures, notamment le portrait par Georges Clairin légué depuis longtemps au Petit Palais par son fils unique Maurice. «C'est notre Joconde», sourit Annick Lemoine.

Sophie Marceau se lance en poésie

L'actrice et réalisatrice Sophie Marceau se lance en poésie avec «La Souterraine», un ensemble d'histoires courtes, de fables et de poèmes, ont annoncé vendredi les éditions Seghers, qui publient l'ouvrage le 4 mai.

Après un premier livre sous forme de récit intitulé «Menteuse» (Stock) en 1996, l'actrice de 56 ans, à la carrière internationale et adulée du public français depuis ses débuts dans «La Boum», publie treize histoires et sept poèmes qui se répondent et se complètent.

Ils nourrissent «un sujet cen-

tral: le destin féminin, exprimé par un corps, une éducation, le regard qu'on pose sur vous, un rôle, un héritage», écrit dans un communiqué la maison d'édition qui se consacre avant tout à la poésie.

Ces histoires et poèmes traversent plusieurs décors, «plateaux de cinéma, jardins d'enfance, hôtels de luxe ou terrains vagues», traversés par des «héroïnes, filles, jeunes femmes, amantes ou amoureuses, mères ou grand-mères», précise le texte.

«Au fil des récits, des fables, des

fragments de vie, des poésies, il s'agit toujours de dévoiler un mystère, un secret, la part souterraine... Les mots s'insinuent comme il faut pour toucher ce qu'il y a à toucher et dire ce qu'il y a à en dire», ajoute la maison d'édition dans son bref communiqué.

«Menteuse» évoquait sous forme d'autofiction l'enfance dans un milieu modeste, les premières amours, la carrière au cinéma et au théâtre de Cannes à Hollywood.



L'ancienne impératrice d'Iran souhaite créer une fondation culturelle au Portugal

L'ancienne impératrice d'Iran Farah Diba veut créer au Portugal une fondation «à la mémoire de l'histoire de l'Iran» et qui accueillera une partie de ses collections personnelles, a-t-elle annoncé dans un entretien publié vendredi par l'hebdomadaire Expresso.

«A partir d'un certain âge, on commence à se poser des questions et c'est ainsi que m'est venue l'idée de créer une fondation à la mémoire de l'histoire de l'Iran, pour pouvoir montrer au monde la valeur de notre patrimoine culturel», a expliqué la dernière épouse du Chah d'Iran, âgée de 84 ans.

La veuve du dernier roi d'Iran, contrainte à l'exil depuis la révolution islamique de 1979, a vécu entre la France et les Etats-Unis.

«Pendant toutes ces années pas-

sées hors de mon pays (...) j'ai accumulé tellement de choses que mes enfants et petits-enfants ne pourront pas les garder», a-t-elle précisé.

Elle est actuellement à la recherche d'un local à Lisbonne pour accueillir le siège de sa fondation et ses collections composées de livres, photos, peintures et sculptures iraniens.

«Je sais que le Portugal a une démocratie stable et mûre, que c'est un pays multiculturel, tolérant et ouvert à la communauté internationale», a-t-elle souligné.

Le Portugal accueille déjà des fondations étrangères, comme celle créée dans les années 1950 par le magnat du pétrole Calouste Gulbenkian ou celle du prince Aga Khan, chef spirituel des musulmans chiites ismaéliens.

Interrogée sur la situation actuelle en Iran, l'ancienne impératrice a indiqué qu'elle espérait un jour «voir l'Iran devenir libre» et que «ce serait une grande joie de pouvoir retourner» dans son pays.

L'Iran est secoué par un mouvement de contestation depuis la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans décédée après avoir été arrêtée par la police des mœurs qui l'accusait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique.

«Les femmes iraniennes sont si courageuses! Tout est si horrible et incroyable (...) la seule chose que je peux faire est de leur adresser des messages de soutien et accorder des interviews», a confié Farah Diba à Expresso.



MALAWI :

Un imam algérien réussit à convertir un village entier à l'islam

Lors de ses dernières aventures au fin fond du continent africain, l'imam et professeur algérien, Mohamed Said Lahdiri, a réussi à convertir un village entier à l'islam.

En effet, connu pour ses nombreuses missions de charité en Afrique, l'imam, originaire de la wilaya de Bejaia, a couronné ses actions par cette réussite de taille. L'enfant d'Akbou a passé le message divin à tous les résidents d'un village au Malawi.

De nombreuses vidéos publiées sur la toile immortalisent le moment de la récitation de la Chahada, profession de la foi musulmane, par tous les habitants de ce village.

Un moment émouvant de par la manière dont ses nouveaux cœurs adoptifs de l'islam s'unissaient sur un seul ton pour déclarer leur conversion à l'islam.

« J'atteste qu'il n'y a pas de divinité en dehors de Dieu. J'atteste que Mahomet est le Messenger de Dieu



et j'atteste que Jésus est le serviteur de Dieu et son Messager » disent les villageois malawites, tous unis sur la même parole.

Suite à son action louable en faveur de l'islam, l'imam et professeur universitaire, Mohamed Said Lahdiri, a déclaré, « la Grâce de Dieu nous a permis de faire découvrir l'islam à ces habitants. Nous avons passé le message divin de l'islam et ils se sont

convertis. » dit-il.

Sur un fond de foule qui réaffirme le message de Dieu dans sa langue locale, l'imam algérien a ajouté, «

Nous les avons invoqués à suivre la voie d'Allah, la voie du monothéisme. Nous les avons affirmés, et convaincu de l'unicité de Dieu. Nous les avons appris à suivre le chemin du Prophète Mahomet ainsi de croire en tous les autres messagers de Dieu. Grâce à Dieu, ils ont adopté l'islam comme religion. » explique-t-il.

Conversion d'un village entier à l'islam : la réaction de la toile

De nombreux internautes se sont montrés admiratifs de l'exploit que l'imam algérien a réalisé au Malawi. N'y allant pas de main morte, ces internautes ont loué l'accomplissement de Mohamed Said Lahdiri.

AFFAIRE SONATRACH :

Des peines de 3 à 12 ans de prison ferme requises



Le procureur général près la Cour d'Alger a requis, des peines allant de 3 à 12 ans de prison ferme contre les accusés dans l'affaire Sonatrach, poursuivis pour des faits de corruption, dont 3 anciens présidents directeurs généraux de la compagnie.

Le ministère public a requis 12 ans de prison ferme contre l'ancien ministre Ammar Ghoul et les deux anciens PDG de Sonatrach Abdelmoumen Ould Keddour et Mohamed Meziane. Une peine de 10 ans de prison ferme a été requise contre l'ancien ministre Noureddine Bouterfa, 5 ans de prison ferme contre l'ancien PDG de Sonatrach, Abdelhamid Zerguine, et des peines allant de 3

à 8 ans de prison ferme à l'encontre du reste des accusés, poursuivis pour «dilapidation de deniers publics, détournement de fonds et conclusion de marchés publics contraires à la réglementation en vigueur».

Le pôle pénal économique et financier de Sidi M'hamed avait condamné en première instance les accusés à des peines allant de 20 ans de prison à l'acquiescement.

Le même pôle a condamné l'ancien ministre de l'Energie et des Mines, Chekib Khelil à 20 ans de prison ferme et l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Bejaoui à 5 ans de prison ferme, avec confirmation du mandat d'arrêt international émis à leur encontre.

Incub anep

CHALLENGE ARAVAN

ZIBAN

18MARCH-20MAY 2023

BISKRA

القرض الشعبي الجزائري
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE

بِسْمَةِ تَقْرَأُ

0541477334 biskra.reads07@gmail.com